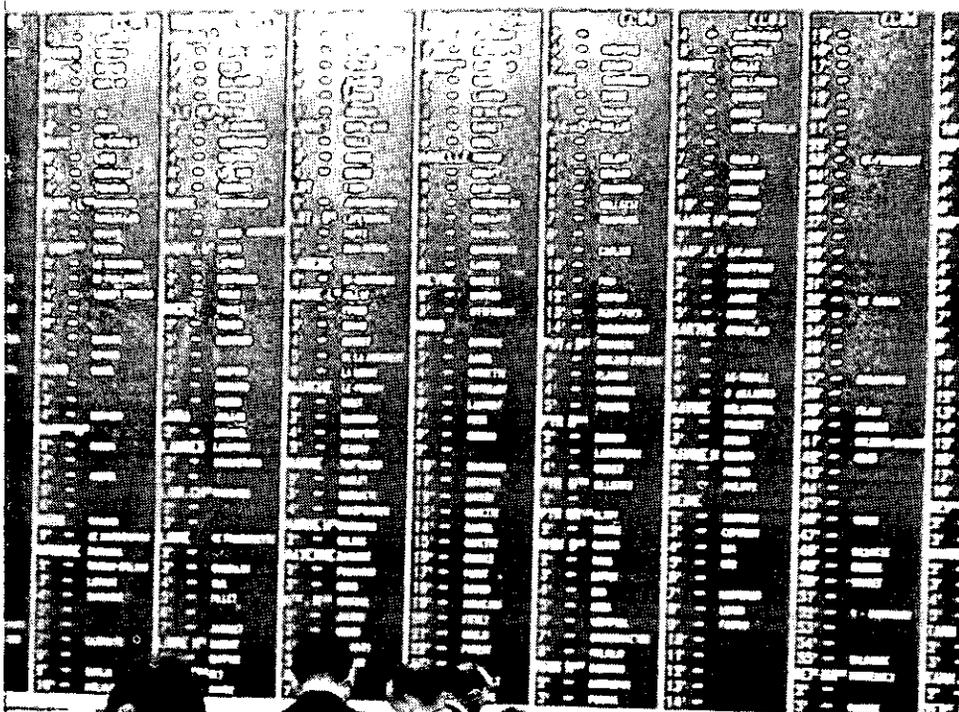


FRANCE

Déc. 62 - Janv. 63 — N° 45 — 2 F

FORUM

IONS LEGISLATIVES 18 et 25 NOVEMBRE



Un scrutin
faussement clair

LES JOURNEES D'ANIMATEURS DE « CITOYENS 60 »

Nous croyons utile de présenter à nos lecteurs un extrait du compte rendu des journées d'études des animateurs des équipes « Citoyens 60 » dont le travail de réflexion politique et d'éducation démocratique mérite de retenir l'attention.

« Cent soixante camarades, hommes et femmes, représentant une centaine de clubs et d'équipes « Citoyens 60 », d'équipes politiques du Mouvement « La Vie Nouvelle », ont assisté à nos journées d'animateurs des 10 et 11 novembre 1962 dont le but était de préparer les rencontres nationales de février sur le thème : « Espoirs socialistes pour l'homme d'aujourd'hui ».

La soirée du samedi a été consacrée à un fort intéressant débat sur la vie politique française qui groupait nos amis Henri Bourbon, Rédacteur en chef de *France-Forum*, Albert Détraz, membre du bureau confédéral de la C.F.T.C. et directeur du Centre de Coordination des Etudes et Recherches de cette Centrale, Georges Suffert, Secrétaire Général du Club Jean Moulin, Armogathe, animateur du club Démocratie Nouvelle de Marseille, et enfin deux équipiers de « Citoyens 60 », Albert Lebreton et Jean Rémy.

Trois questions embarrassantes leur avaient été posées :

1. — Le conflit entre la « classe politique » et de Gaulle domine actuellement la vie intérieure française. S'agit-il d'une opposition passagère ou d'une bataille d'une grande portée pour l'avenir de nos institutions et de nos mœurs politiques ? Quelle pourrait en être l'issue selon vous ?

2. — On oppose souvent les anciens notables (députés, sénateurs, conseillers généraux, dirigeants de partis) aux nouveaux notables (syndicalistes, représentants de groupements professionnels, animateurs d'associations et de mouvements).

— Y a-t-il vraiment challenge entre ces deux groupes pour la conquête des responsabilités et des pouvoirs ?

— Quelles que soient les incidences du conflit entre de Gaulle et les partis traditionnels, l'irruption des nouveaux notables ne traduit-elle pas l'importance prise par les problèmes économiques et sociaux, autrement dit la montée d'une société gestionnaire ?

— Devant cette évolution, comment voyez-vous la vie partisane en France ?

Les partis peuvent-ils et doivent-ils se transformer ? Dans quelles directions ?

Il serait vain de vouloir résumer en quelques mots, une discussion qui fut riche et stimulante, les points de vue exprimés étant très divergeants sur certains points, comme par exemple l'issue du conflit entre de Gaulle et la classe politique, la capacité des partis à se transformer d'eux-mêmes, les possibilités d'influence des nouveaux notables.

On peut cependant en tirer quelques enseignements pour notre réflexion et pour notre action.

1. — Les critiques envers les partis sont générales. Elles visent, non, leur attitude vis-à-vis de de Gaulle, mais plus fondamentalement leur décollage des réalités du pays, leur incapacité de proposer des modes d'insertion valables et efficaces dans la vie politique. C'est pourquoi se constituent de plus en plus, dans chaque ville, en dehors des partis, des groupes de citoyens soucieux de réfléchir puis d'agir.

2. — Ces critiques sont cependant, pour une part, mais pour une part seulement, idéalistes et non fondées. Car ceux qui jugent les partis de l'extérieur sous-estiment trop souvent les contrastes et les complexités de la vie politique.

3. — Les partis sont essentiels à la vie démocratique. Le problème est posé de leur évolution, mais non de leur disparition. Une démocratie doit être médiatisée.

4. — A en juger par l'ardeur et la conviction de nos camarades de province, par le bouillonnement d'idées et d'initiatives dans chaque ville, il n'est pas vain d'espérer un renouveau de la démocratie et des partis, ceux-ci pouvant bénéficier, s'ils le désirent et s'ils s'ouvrent en conséquence, d'un apport de sang neuf, de volontés et de compétences. » *Citoyens 60*, n° 8.

Cercle FRANCE-FORUM de Toulouse

Le Cercle *France-Forum* de Toulouse a organisé une conférence-débat le samedi 8 décembre à 17 heures à la Chambre de Commerce de Toulouse.

Le sujet a porté sur : « *L'Équipement des Villes* ».

Participaient à ce débat :

M. Rollet, Maire-adjoint de Lyon, Délégué à l'Urbanisme ; Mme Occelli, Présidente de P.U.F.C.S. de Toulouse ; M. Coppolani, Docteur es-lettres, Inspecteur de la Construction et de l'Urbanisme ; M. Ledrut, Attaché au C.N.R.S., Secrétaire Général du Centre de Recherches sociologiques de l'Université de Toulouse.

Pour faire connaître
FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés
GRATUITEMENT

FRANCE-FORUM

Comité d'Etudes et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN
Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU-BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE
Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

FRANCE-FORUM

PHOTOS

Couverture : Europress
Problèmes : Vie Catholique
Etude : Keytone Magnum
Arts : Lucien Hervé

FRANCE

FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon, Jean Lecanuet.

58, rue de Rennes - Paris (VI^e)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél. : LIT. 68-93

Prix de vente au numéro 2 NF

Abonnement : 8 numéros par an 15 NF

S O M M A I R E

N° 45 — DECEMBRE 1962-JANVIER 1963 — 2 F

EDITORIAL

L'épreuve des militants, PAR ETIENNE BORNE..... 3

AU FORUM

Quelle vie politique, demain ?

REPONSES DE MM. ALBIN CHALANDON, MICHEL DEBATISSE, JACQUES FAUVET, ROGER JACQUES, ANDRE JEANSON, JEAN LECANUET, GEORGES SUFFERT, CLAUDE TERRIEN 6

Les leçons d'un scrutin, PAR RENE REMOND 4

PROBLEMES

Afrique, quel sera ton visage ? PAR GEORGES LE BRUN KERIS 16

ETUDE

Après la crise cubaine : Nouvelles péripéties de la déstalinisation, PAR FRANÇOIS FEJTO 20

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Chances et perspectives d'une « planification » européenne, PAR JACQUES MALLET 26

POLEMIQUES ET DIALOGUES

2

PROPOS DU TEMPS

Du Progrès, PAR MAURICE BLIN 34

DOCUMENT

Les journées d'animateurs de « Citoyens 60 » 1

ARTS

Le Corbusier : Soleil, Espace, Verdure, PAR JEAN GODON 30

NOTES DE LECTURE

Poésie et Société de Georges Mounin, par Henri Marsan 32

Deux Eglises qui bougent

Les deux événements majeurs de cette année maintenant achevée, et qui risquent d'avoir le plus d'influence sur l'avenir de l'homme, sont l'un et l'autre des événements d'Eglise. Mais des événements en devenir, ambigus, qui s'avancent encore masqués et qui n'ont pas encore enfanté l'inconnu à moitié prévisible dont ils sont porteurs. Le communisme, Eglise séculière, est en état de partage et de polémique entre deux univers, l'un russe, cédant aux tentations bourgeoises, l'autre chinois toujours durement prolétarien, et qui s'accusent l'un l'autre de trahison à l'égard du marxisme-léninisme. Le christianisme, par la grâce du concile, est en état de dialogue, et la grande espérance œcuménique d'une Eglise véritablement une et universelle, et un jour victorieuse des vieilles divisions, anime toutes les confessions chrétiennes, dont chacune se sent concernée par un événement qui n'est pas seulement catholique et romain. Les mécréants de l'une et l'autre Eglise leur reprochaient une idéologie immobile, accordée à des institutions pétrifiées. Et voici que contredisant pronostics et censures, les deux Eglises se mettent à bouger. Pas dans le même sens. Mais en même temps. Les historiens de l'an deux mille connaîtront que cette rencontre n'est pas de hasard.

Frères ennemis et ennemis fraternels

Jusqu'aux derniers jours de 1962, Russie et Chine sauvaient les apparences et maintenaient la façade d'une entente à la fois idéologique et politique. Le dissentiment public ne portait que sur le communisme albanais et le communisme yougoslave, chacun des deux Empires traitant avec une hostilité agressive celui des deux modestes royaumes dans lequel l'autre affectait de mettre toutes ses complaisances. C'est d'ailleurs une coutume de guerre froide maintenant bien établie que les Grands n'entrent en conflit que par satellite interposé. L'Albanie que Pékin tenait pour le môle avancé de la résistance au processus liquidateur et défaitiste, nommé affreusement déstalinisation, était pour Moscou un dangereux repaire de sectaires et de dogmatistes. Tandis que la Yougoslavie titiste, symbole pour la Chine de toutes les capitulations révisionnistes devant l'Occident capitaliste, était selon la Russie un grand et noble peuple qui avait usé d'un droit légitime en choisissant sa voie propre vers le socialisme, que seul le fol orgueil personnaliste de Staline avait contraint à entrer en dissidence, et qu'il s'agissait maintenant de faire revenir au bercail commun. La crise cubaine a interrompu ces dialectiques obliques et leur a substitué la logique d'un affrontement direct. Il est entendu d'un côté que l'Union soviétique a pratiqué face à l'impérialisme des Etats-Unis une politique toute munichoise de retraite et de repli, et de l'autre côté que le sectarisme de la Chine compromet gravement la politique de coexistence pacifique. Ce qui est orthodoxie là, est hérésie ici. Et de l'hérésie au schisme la conséquence est bonne.

En soupçonnant la Russie de céder à une lente mais sûre dérive qui la rapproche, moralement et politiquement des rivages occidentaux, la Chine ne manque pas de clairvoyance. Entre les chefs des deux peuples les plus puissants du monde et qui se trouvent face à face aussi bien à Cuba qu'à Berlin, apparaît une sorte de complicité subtile, car il dépend d'eux et d'eux seuls que l'apocalypse soit épargnée ou non à la partie la plus avancée de l'humanité, et c'est un lien bien fort que le

fardeau commun d'une responsabilité aussi écrasante. Aussi voit-on les deux hommes, en même temps qu'ils sont davantage d'intelligence, prendre de plus en plus clairement leurs distances à l'égard de leurs alliés déclarés. Un tel mouvement, déjà esquissé pourrait aller s'accroissant : il ferait des Russes et des Américains des ennemis fraternels cependant que Russes et Chinois deviendraient des frères ennemis. Il n'est pas exclu non plus que les sociétés russe et américaine reconnaissent un jour ce qu'elles ont d'analogue dans un souci semblable de confort matériel et d'efficacité technique.

Le marxisme européen est en voie d'affadissement. Sur ce point encore les Chinois ont raison. Bien plus et selon la plus classique des catégories marxistes, ils s'apparaissent eux-mêmes comme un prolétariat par rapport à la puissance russe qui détient et retient bourgeoisement les capitaux et les machines, la culture et l'espace dont ils auraient besoin pour sortir enfin de la vieille misère. La pureté et la dureté marxiste ne peuvent être aujourd'hui que chinoises. Tout se passe comme si le marxisme ne pouvait s'établir et s'étendre dans l'histoire qu'en se divisant et en s'opposant à lui-même.

Echec à l'intégrisme

Lorsque le communisme se met à bouger, il va se dissociant, et ce qu'il a de vertu tend à se réfugier dans un immobilisme intégriste. Lorsque le christianisme est traversé par un souffle œcuménique, dont Vatican II est l'expression la plus visible, il ne peut espérer se remembrer lui-même qu'en mettant en question les intégrismes du passé, tant catholiques que réformés. Pour le christianisme comme pour le communisme, le mouvement est une épreuve décisive de vérité.

Le fait même du concile est un témoignage contre l'intégrisme : il prouve que la monarchie et l'infaillibilité pontificales, qui dans le catholicisme sont une étape de l'histoire et un moment de la doctrine, ne peuvent suffire à assurer, sans le concours de la plus vaste collégialité épiscopale, le développement du dogme et le progrès d'une Eglise, d'autant plus « catholique » c'est-à-dire universelle, qu'elle sera plus ouverte et plus attentive à autrui. Certes la première session du concile a laissé en suspens la plupart des questions abordées, mais c'est un résultat déjà capital que le concile se soit affirmé lui-même comme assemblée délibérante, dans un partage qui institue le libre dialogue si près du sommet de l'Eglise. En discutant au fond, et parfois dans un style de vivacité et de véhémence, le schéma théologique et le schéma sur l'Eglise, le concile a montré qu'il n'était pas une institution préfabriquée et qu'il était maître de ses conclusions et de ses décisions. Le pape lui-même avait donné le ton et l'élan au concile en dénonçant le zèle amer de ces prophètes noirs toujours en bataille contre les nouveautés du siècle et en distinguant dans la vérité religieuse la substance intemporelle, et la formulation contingente, relative et adaptable. En même temps qu'une grande célébration religieuse, le concile est une action et tout le mouvement de Vatican II porte contre un intégrisme qui poussait l'Eglise catholique à durcir ces différences d'avec le reste du monde et du monde chrétien. Toute l'Eglise a son intégrisme, qui est résistance au mouvement. Mais l'intégrisme marxiste empêche le communisme de se défaire, tandis que dans le christianisme, l'intégrisme empêcherait l'Eglise de se faire, c'est-à-dire de devenir visiblement et historiquement ce qu'elle est déjà secrètement.

L'ÉPREUVE DES MILITANTS

par Étienne BORNE

Ces élections de novembre dernier, leur vérité est toute janséniste, car elles ont anéanti le mérite devant la toute-puissance de la grâce. Être désigné d'ailleurs et d'en haut à la faveur publique était le moyen court et efficace d'y faire son salut. Les justes auxquels cette grâce manquait se sont trouvés ou en grand péril ou perdus sans recours. Non pas qu'en quelques candidatures le mérite et la grâce n'aient été heureusement conjugués, mais le mérite pouvait peu sans la grâce et la grâce pouvait presque tout sans le mérite. Le mérite, en politique, se trouve principalement chez les militants des partis, et aussi chez les militants des syndicats qui leur ressemblent comme des frères, et dont la démagogie à la mode ne peut empêcher qu'ils ne représentent un capital de compétence et de désintéressement, d'idéalisme et de foi, en dehors duquel la République irait s'affadissant et se corrompant. Pour l'honneur de la démocratie, on se refuse à accorder que toutes ces vertus, même si elles s'ajustent mal au train du monde, appartiennent à un jadis définitivement révolu. Or, les militants ont été les premières victimes de l'épisode de novembre, qui a mis en difficulté les hommes qu'ils sont et l'idée qu'ils se font de la politique. Ces hommes et cette idée, on est décidé ici à les servir mieux que jamais avec tout ce qu'il faut d'espoir et d'ardeur pour répondre comme il convient au défi de l'événement.

Il importe de distinguer en cette affaire le contingent et le nécessaire : le contingent, c'est-à-dire les partis, tels qu'ils sont devenus, usés, souvent démantelés, pris dans des constellations de hasard, compliquées et précaires ; le nécessaire, c'est-à-dire, les militants, tels qu'ils demeurent dans la fidélité aux traditions et aux valeurs dont ils sont les témoins lucides et anxieux. En première analyse, les militants paraissent être pour les partis, dont ils apparaissent comme les pierres ou l'armature ; conception ecclésiastique, cléricale tout entière à congédier ; en vérité, le parti est pour le militant comme un milieu qui l'appelle, le suscite, lui donne un moyen de formation et d'action ; comme un instrument aussi, qu'il faut toujours défaire et refaire ; car une institution ne vaut que pour les hommes vivants auxquels elle donne des chances supplémentaires d'humanité. La crise des structures aura été au total heureuse, si elle tourne au bénéfice de la vie.

Le pire naissant de la corruption du meilleur, la conviction militante se dégrade souvent en idéologie et en fanatisme. La droite extrême a ses militants qu'une déviation du patriotisme a jetés dans les entreprises de la violence désespérée. L'extrême gauche a ses militants qu'une conception falsifiée de la démocratie retient dans

un communisme, jusqu'ici verbalement révolutionnaire, inadapté et stérile. Non pas qu'on se complaise dans de prudentes excommunications de sens contraire : les mouvements proprement géologiques, qui ébranlent en profondeur les bases souterraines du communisme européen peuvent, à plus ou moins long terme, rendre les militants communistes français disponibles pour une forme moderne de démocratie. Mais dans l'immédiat, la droite modérée n'ayant jamais eu de militants véritables, restent dans le jeu, éprouvés et debout, les militants du centre gauche et de la gauche. Ces militants sont divers, mal accordés les uns aux autres, et justement parce qu'ils ont trop de subtilité, de sensibilité et de mémoire, leur richesse même fait leur vulnérabilité et les voici semblables à une espèce qui aurait évolué trop vite et trop bien dans un monde que le progrès matériel ne rend que plus sommaire et simpliste ; dans la lutte pour la vie, l'excès de pensée et d'exigence devient la plus injuste des infériorités. Les militants de cette sorte n'auront un avenir que s'ils savent s'adapter en se reconnaissant les uns les autres par-delà des nuances et des scolastiques, fausses finesses et vraies raideurs, dont l'opinion ne discerne plus le prix et le poids. La politique des partis relève d'une esthétique baroque dont la complication, le pathétique et l'éloquence n'ont guère de valeur que pour le dilettante et à laquelle il faut substituer la clarté sans équivoque et la rigueur sans complaisance d'un art enfin classique. Telle est la sorte d'invention que la circonstance demande aux militants démocratiques et qui n'est pas inégale à leur volonté de vivre et à leur passion de servir.

On n'a pas ici à entrer dans les stratégies et encore moins dans les tactiques qui donneront un jour figure à une République encore indéterminée et toujours en suspens. Notre devoir est de travailler, aujourd'hui comme hier, à l'aménagement ou à l'avènement d'un régime dans lequel les militants pourront remplir leur fonction qui est de vigilance civique et d'animation démocratique.

Alors la part d'autorité qu'usurpe l'inspiration incontrôlée sera conquise par la délibération raisonnable. Alors la liberté à laquelle un pouvoir charismatique et une technocratie de grands commis mesurent chichement sa place, ne sera plus prise entre l'arbre et l'écorce. Alors le jansénisme politique qui rend antinomiques la grâce du chef prédestiné et le mérite des citoyens actifs ne sera plus qu'une hérésie de jadis, puisqu'aura été écrit en lettres neuves la classique parole selon laquelle la vertu est le principe de toute démocratie.

Quelle vie politique, demain ?

France-Forum a pour une fois rompu avec sa propre tradition. Les textes ci-après ne sont pas l'enregistrement de propos échangés autour d'une table, mais des réponses écrites à l'enquête lancée par la revue au lendemain des élections législatives.

Il nous a paru en effet préférable de recueillir sur un tel sujet le maximum de points de vue, ce que ne permet pas le nombre inévitablement limité des participants à un débat oral. Nous aurions même souhaité présenter un éventail plus large de thèses, de perspectives et de projets ; mais toutes les personnalités consultées n'ont pas été en mesure de nous faire parvenir un texte.

Nous avons demandé à M. René Rémond, professeur à l'Institut d'études politiques, d'analyser brièvement, en guise d'introduction à notre enquête, les résultats du scrutin des 18 et 25 novembre et de nous donner son sentiment sur les leçons qu'ils comportent.

Le texte du questionnaire auquel ont répondu MM. Albin Chalandon, Michel Debatisse, André Jeanson, Jacques Fauvel, Roger Jacques, Jean Lecanuet, Georges Suffert, Claude Terrien, était formulé ainsi :

I. — La simplification de la vie politique et ses conséquences.

Quelques formules anciennes ou nouvelles ont été souvent reprises à l'occasion du « maëlstrum » que furent les dernières élections : de la phrase d'André Malraux — « il n'y aura plus comme forces politiques en France que le gaullisme, le communisme et le néant », à la prophétie du général de Gaulle concernant les « partis de jadis ».

Cette brutale et soudaine réduction du nombre des forces politiques en présence soulève deux questions fondamentales :

A) Quelle sera l'image de la représentation politique en France au cours des prochaines années ?

Les regroupements électoraux annoncent-ils un regroupement durable des formations politiques en présence, ou bien, la tendance traditionnelle au morcellement sera-t-elle de nouveau la plus forte, incitant les partis vaincus à se maintenir et favorisant l'apparition progressive, au sein du parti vainqueur, de multiples tendances préfigurant les sécessions futures ?

Si le regroupement apparaît durable, s'achemine-t-on vers une vie politique à deux ou à trois ou à quatre grands partis ? Cette question recouvre en réalité au moins trois autres questions :

— Quelle sera l'attitude des forces politiques non communistes à l'égard du parti communiste ?

— L'existence ou l'absence d'un parti ou d'un regroupement du centre est-elle prévisible et souhaitable ?

— Les chances de constitution d'un « travaillisme » apparaissent-elles compromises ou accrues ?

B) Quelles peuvent être les conséquences pour la démocratie ?

Comment voyez-vous les rôles respectifs et les rapports de la majorité et de l'opposition ?

Si la simplification de la représentation politique peut conduire à une simplification et à une clarification des choix, à une délimitation des responsabilités plus évidente — tous éléments favorables du point de vue démocratique — elle peut aussi accroître les risques de l'intolérance et du machéisme politiques. Qu'en pensez-vous et quelles orientations et précautions envisagez-vous de prendre à cet égard ?

II. — Comment rendre la démocratie plus vivante ?

L'existence d'une démocratie vivante dépend en partie de la réponse aux questions précédentes. Mais elle dépend aussi de l'intérêt que majorité et opposition sauront faire naître et croître dans l'opinion publique pour les questions politiques, et des liens vivants qui pourront se nouer entre le peuple et le pouvoir.

A) Comment susciter l'intérêt pour la chose publique ?

Est-ce un problème de programme, d'information, de discussion ? Sous quelle forme, dans quel style, par quels moyens ?

B) Quel sera le tissu démocratique vivant du pays ?

Quelles liaisons souhaitez-vous voir s'établir entre la politique et les « forces vives » de la nation ? Quel devrait être le rôle des partis, des syndicats, des organisations d'éducation civique ?

René Rémond

professeur à
l'Institut d'Études
Politiques.

La poussière du combat maintenant retombée, on perçoit distinctement les dimensions du bouleversement provoqué et manifesté tout ensemble par les élections. Quelques données majeures se dégagent qu'on ne saurait trop méditer. L'abstention, ordinairement contenue dans des limites modestes, a atteint un taux exceptionnel que les éléments non politiques

de la situation ne suffisent certes pas à expliquer. L'U.N.R. a remporté un succès auquel l'histoire politique française ne connaît pas de précédent : des coalitions ont obtenu des résultats supérieurs, aucun parti n'a jamais rallié au premier tour 32 % des voix ni approché d'aussi près les 6 millions de suffrages. En 1958 son succès pouvait être interprété comme un accident consécutif au choc de mai 1958 et le prolongement du référendum de septembre. Quatre ans plus tard, devant la réédition amplifiée de son succès, force est de reconnaître qu'il s'agit là d'autre chose que d'un accident. Contrairement à l'attente et aussi à l'impression inexacte qu'a souvent laissée une analyse superficielle des résultats comparés dans une perspective trop courte, le parti communiste piétine. Sur les 1 650 000 voix perdues en 1958, il n'en retrouve que 122 000. Son recul de 1958 n'était donc pas passager, puisqu'il se stabilise au palier auquel il était alors tombé. Les autres grandes tendances de l'opinion reculent toutes, dans des proportions inégales. La droite subit un désastre : les courants qu'elle fédérait sont éprouvés à proportion de la sympathie qu'on leur connaissait pour l'extrême-droite activiste. Celle-ci est anéantie : signe que l'électeur tient la

question d'Algérie pour définitivement réglée : la page est tournée. La droite a perdu près de la moitié de ses électeurs et les deux tiers de ses sièges. Ce résultat n'était pas inscrit dans le triomphe de l'U.N.R. : en 1958 celle-ci avait pu se tailler une part appréciable des voix sans porter préjudice à la droite qui avait gagné un million de voix. Pour la droite c'est l'anéantissement de quinze années d'efforts et d'organisation : après une remontée régulière et sans à-coups, elle est brusquement rejetée sur les positions du P.R.L., ramenée dans la situation de 1946. Les autres formations ont perdu entre un tiers et un quart de leur électorat : socialistes, radicaux, M.R.P. Le recul radical est peut-être le seul phénomène auquel on s'attendait. Celui du M.R.P. a été une surprise quasi générale : n'était-ce pas le seul parti qui parût s'être un peu rénové ? Il n'a pas été épargné plus que les autres et le mode de scrutin a au second tour amplifié son recul. A ces constatations, l'entracte et le second tour n'ont ajouté que peu de données nouvelles. Une surtout mérite de retenir l'attention : la politique des désistements pratiquée à gauche et le comportement des électeurs ont révélé que les communistes étaient aujourd'hui moins isolés qu'en 1958. Il y a quatre ans, dans les rares cas où le retrait d'un socialiste laissait à ses électeurs le choix entre un communiste et un gaulliste, trois fois sur quatre l'électeur socialiste préférait l'U.N.R. En 1962, la proportion est renversée ; dans la hiérarchie des périls l'électeur de gauche donne désormais la priorité au pouvoir personnel sur l'hypothétique danger communiste.

Si ces quelques observations ne souffrent guère de discussion, puisqu'elles ne font que formuler des évidences arithmétiques, il est plus hasardeux de les interpréter. C'est cependant indispensable. Ces résultats ont un sens, en dépit de ce que pensent certains qui se refusent à y voir autre chose qu'un mouvement d'humeur irréflectie. Même instinctive, la réaction qu'ils expriment demande à être comprise. Elle n'est pas non plus l'effet quasi mécanique de la pression exercée par le pouvoir : l'opinion n'est pas une table rase sur laquelle on puisse imprimer n'importe quelle trace ; elle a ses préférences et ses inclinations. Quand l'opposition explique son échec relatif par l'utilisation massive de la radio et de la télévision, elle suit ce que les psychologues sociaux appellent une conduite d'échec : elle se forge un alibi. Ce faisant elle se condamne à méconnaître les raisons profondes de l'évolution dont elle est victime et se prépare plus sûrement encore les défaites de demain. La curiosité de comprendre, la fidélité aux principes de la démocratie et l'intérêt bien conçu commandent de scruter les leçons de cette consultation. Mais si les résultats sont des signes indiscutables, comment savoir ce qu'ils signifient ? Les divergences d'interprétation sont parfaitement légitimes. On se souviendra seulement que les causes ne peuvent être moins importantes que les conséquences. On se gardera donc de tout expliquer par les circonstances ou par des facteurs subsidiaires.

En se détournant dans une proportion anormalement élevée des « anciens partis », comme en donnant sa voix à l'U.N.R., l'électeur a probablement pensé satisfaire deux aspirations apparemment contraires mais étroitement unies depuis longtemps au plus intime de sa psychologie : le désir de changement et le goût de la stabilité. Les proportions peuvent varier selon les individus, l'âge, le milieu, mais les deux inclinations sont presque toujours présentes. Le général de Gaulle le présentait déjà quand il proposait « du neuf et du raisonnable ». Neuve, l'U.N.R. a paru l'être : son absence de programme dont certains lui font, non sans motif, un reproche l'a peut-être en définitive moins desservie que favorisée. Son

pragmatisme, l'empirisme de sa politique, un parti pris de modernisme, la jeunesse de beaucoup de ses candidats, leur obscurité même, un certain style, qui a son importance en politique, tous ces éléments ont concouru à créer autour d'elle une apparence de nouveauté propre à séduire cette fraction de plus en plus nombreuse de l'électorat avide de nouveauté et que le changement a attirée au M.R.P. d'abord, puis au R.P.F., avant d'aller au mendésisme pour finir à l'U.N.R. Le désir de stabilité a joué tout autant : l'U.N.R. c'était le maintien du général de Gaulle, c'était aussi la continuation d'une politique dont il faut admettre qu'une partie du pays juge, tout compte fait, le bilan satisfaisant. L'offensive de l'opposition contre ce que le gouvernement avait fait ou négligé de faire s'est soldée par un échec. Pour une fois l'épreuve du pouvoir n'a pas affaibli et la majorité sortante, loin de s'y être usée, sort renforcée. C'est un phénomène nouveau auquel les nouvelles institutions ont contribué.

Tout semble en effet se passer comme si l'électeur, sur ce point plus avisé que les états-majors, avait déjà tiré les conséquences pratiques des changements constitutionnels. Il se comporte déjà comme si nous vivions en régime présidentiel : il réélit par personne interposée le président pour un second mandat, comme fait le peuple américain. L'analogie s'impose aussi avec la pratique britannique : anticipant sur une éventuelle simplification des forces politiques, il raisonne comme si la France vivait déjà dans un système de bipartisme ; entre la majorité et la minorité, il a choisi ; désireux de voir poursuivre la même politique, il reconduit l'équipe sortante et lui donne les moyens d'appliquer son programme. A cette transformation capitale il me paraît évident que la pratique répétée du référendum n'a pas été étrangère. Cette mutation est sans doute irréversible et exclut qu'on puisse revenir à une démocratie exclusivement représentative. C'est une donnée dont les responsables doivent prendre acte pour en tirer les conséquences qui s'en imposent. A s'imaginer que ces bouleversements sont passagers, on se préparerait d'amère déceptions.

Malheureusement, à ne considérer que les derniers développements à l'intérieur des partis politiques et dans leurs relations, on peut craindre qu'ils ne passent à côté, une fois de plus, des décisions qui conviennent. Ainsi, au lendemain du premier tour qui avait affecté dans une proportion très semblable socialistes, radicaux, M.R.P., l'idée d'un regroupement des forces également attachées à la démocratie politique et à la justice sociale prenait corps ; il semble bien que les résultats du second tour aient donné le coup de grâce à ce rassemblement travailliste : les socialistes ont enlevé vingt sièges de trop. Revenant plus nombreux qu'avant, grâce au jeu des désistements, pourquoi envisageraient-ils de faire des concessions ? Par la force des choses leurs relations se resserreront dans l'opposition avec les communistes. En constituant une délégation permanente auprès des radicaux, ils leur ont fait des avances que ceux-ci accepteront avec d'autant plus d'empressement que l'occasion est inespérée de se refaire une conscience de gauche. Ainsi se dessine un regroupement à gauche qui rappelle le Front populaire par sa disposition. Dans l'autre compartiment l'effondrement de la droite classique contraint l'U.N.R. à occuper ses positions, et son alliance avec les indépendants va dans le même sens, même si l'U.N.R. se défend, sans doute à bon droit, d'être l'héritière de la droite. Quant au M.R.P., éprouvé plus que de raison par les élections, isolé de la gauche, attiré par le puissant pôle que constitue le parti gouvernemental, résistera-t-il à la tentation de devenir son aile gauche comme les républicains indépen-

dants le couvrent sur sa droite ? L'éventualité de ce glissement peut sembler d'autant plus probable que les éléments de gauche et jeunes du M.R.P., parce qu'ils avaient fait campagne pour le « non », ont été plus atteints que les éléments modérés qui sortent renforcés de la consultation. Le M.R.P. ne tirera-t-il pas des résultats la conclusion, excessive à notre avis, que l'orientation de ces dernières années doit être abandonnée, sans prendre garde que l'effort de renouvellement des militants et d'association avec les « forces vives », entreprise qui ne pouvait porter des fruits qu'à long terme, ne saurait se juger sur le court terme d'une consultation électorale. On ne condamne pas une stratégie sur l'échec d'une tactique. Ce glissement, s'il se produisait, achèverait, en rejetant durablement à droite le M.R.P., de reconstituer une situation d'autrefois. A un pays qui, en votant pour la V^e République, a entendu marquer sa volonté de ne pas retourner à la IV^e République, ce serait un comble d'offrir la restauration de la III^e. C'est alors surtout qu'il y aurait de sérieuses raisons de craindre pour l'avenir de la démocratie en France.

René REMOND.

*Albin
Chalandon*
ancien secrétaire
général de l'U.N.R.

La Constitution de 1958 est novatrice dans la mesure où elle institue la démocratie directe et certains aspects du régime présidentiel ; mais elle reste conservatrice dans la mesure où, fondamentalement, elle maintient notre vie politique dans le cadre parlementaire. Le risque d'un retour au passé n'est donc pas totalement exclu : avec un président faible, c'est le parlement qui l'emporterait à nouveau et ce serait sans doute à nouveau l'instabilité. C'est pour limiter ce risque que le Président de la République sera élu dorénavant au suffrage universel : l'autorité qui lui est ainsi conférée devrait lui donner la force de résister aux tentatives de restaurer les jeux parlementaires. Certes, seul le régime présidentiel, en faisant disparaître la responsabilité du gouvernement devant le parlement, permettrait d'exclure le retour au parlementarisme de jadis ; mais il impliquerait un usage plus restrictif du référendum, de la dissolution et de l'article 16. La stabilité du pouvoir exécutif serait totalement assurée mais des conflits sans solution pourraient s'élever entre les deux pouvoirs.

En maintenant un Premier Ministre responsable devant le Parlement, la Constitution donne au Président de la République, doté par ailleurs de grands pouvoirs, cette position

avantageuse d'être le chef de l'exécutif tout en restant un arbitre au-dessus de la mêlée. Mais surtout, tout en poursuivant l'objectif essentiel d'efficacité et de stabilité du pouvoir, elle laisse sa dernière chance au régime parlementaire.

Conséquence de ce compromis : le système ne peut fonctionner qu'à la condition qu'il existe une majorité réelle et fidèle au Parlement. C'est un pari sur l'avenir dans la mesure où cette majorité n'a jamais existé pendant cent ans de République ; c'est un pari provisoirement gagné depuis les dernières élections. Il faut en profiter pour créer, à la fois l'idée et l'habitude du bi-partisme dans notre pays. Aussi, alors que la moitié du chemin pouvait être faite dès maintenant, faut-il regretter que la majorité récemment acquise ne s'exprime pas dans une seule et grande formation homogène. La création, en son sein, d'un petit groupe est une opération qui ne répond pas à l'idée profonde qu'a le pays de la rénovation parlementaire. Aussi, faudra-t-il, non pas morceler mais regrouper encore davantage autour de l'U.N.R.

Mais, s'il doit y avoir une majorité, il doit y avoir aussi une opposition digne de ce nom, c'est-à-dire une formation qui, si elle l'emportait un jour aux élections, puisse devenir elle-même une vraie majorité. Or, là tout reste à faire. Malgré les regroupements en cours, il n'y a pas encore une opposition cohérente et constructive.

Le drame de la plupart des partis c'est, qu'ayant épuisé leur substance idéologique, ils n'ont plus que des clients. N'ayant alors que des intérêts particuliers à défendre, ils constituent, par leur action, des freins à la rénovation nationale. L'une des grandes forces du gaullisme réside principalement dans son aptitude à proposer et à poursuivre des objectifs nationaux qui transcendent les intérêts particuliers. Les notions de stabilité, de continuité, de rénovation politiques sont des termes nouveaux et d'autant plus attrayants pour l'opinion qu'elles sont maintenant des réalités politiques. D'autre part, à l'intérieur d'eux-mêmes, la plupart des anciens partis sont devenus des clans, et voilà encore qui complique singulièrement les regroupements car, là où il n'y a pas de conviction pour cimenter une action commune, comment dominer les vieilles rivalités entre vedettes, les intérêts particuliers (donc contradictoires) que l'on défend ?

En outre, la façon dont se répartissent les forces sur l'échiquier politique ne facilite pas la simplification. L'U.N.R., en effet, s'appuie sur ce que l'on appelle traditionnellement la Droite, le Centre, et même le Centre gauche. Entre elle et le parti communiste il n'y a pas une telle place pour une grande formation homogène. Deux hypothèses peuvent être envisagées : ou il se créera, à la faveur d'une réelle détente Est-Ouest par exemple, un Front Populaire axé sur un collectivisme militant mais, dans ce cas, à moins d'une crise économique et sociale d'une extrême gravité, il est peu probable qu'un tel regroupement puisse jamais disposer de la majorité dans un pays qui va entrer dans l'ère de l'abondance ; ou bien, le P.C. restant dans l'isolement, un regroupement se fera entre les groupes situés entre l'U.N.R. et lui, mais alors le manque d'homogénéité d'une telle formation, à la fois quant aux hommes et aux principes, n'incitera pas un corps électoral, avide de stabilité, à lui faire confiance, d'autant que ses objectifs ne seront pas tellement éloignés de ceux de l'actuelle majorité. C'est pourquoi la vie politique, dans les années à venir, se manifesterait probablement par l'existence d'un grand parti de Gouvernement, fixé au Centre, entouré de plusieurs groupements sur sa gauche et sur sa droite, un peu à l'image de ce qu'il y a en Italie et en Allemagne, où

la démocratie chrétienne couvrée, à elle seule, une large part des tendances de l'opinion.

La simplification de la vie politique viendra cependant au fur et à mesure que les partis se trouveront toujours devant le même choix : être pour ou contre un Président qui sera désigné en dehors d'eux et qui échappera à leur tutelle ; aider ou combattre l'équipe qui gouvernera pendant cinq ans et qui sera jugée sur sa seule efficacité.

Les partis doivent-ils exprimer à eux seuls la vie politique ? On parle beaucoup aujourd'hui des « forces vives » de la nation et de la nécessité de leur donner un moyen d'expression politique. Les syndicats, les groupements professionnels sont amenés à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie nationale. Dans le passé, pour ainsi dire par vocation, ils ont toujours mené des actions égoïstes et à courte vue ; aujourd'hui, par le dialogue constant engagé entre eux et le pouvoir, par leur participation croissante aux tâches nationales, ils en viennent à une vision plus haute de problèmes. Mais, dès lors que le dialogue existe, ne vaudrait-il pas mieux lui donner un caractère institutionnel en les faisant participer à l'expression de la volonté nationale ? Cette intégration les fera accéder plus rapidement au syndicalisme de l'avenir qui substituera la gestion, génératrice de responsabilité à la revendication, indifférente à l'intérêt national. Institutionnellement, cela veut dire l'élaboration d'un Sénat qui représente, non seulement les collectivités locales, mais aussi les groupements économiques et sociaux ; cela veut dire également la collaboration croissante de ces groupements à l'élaboration et à l'exécution du Plan pour contrecarrer la tendance naturelle de l'économie à s'isoler du politique.

Comment rendre la démocratie plus vivante ?

N'est-elle pas déjà singulièrement vivifiée par toutes ces réformes ? Le problème est de faire descendre cette vie qui se manifeste au sommet jusque dans les racines de notre Société. On dit que la démocratie est menacée. En réalité, la démocratie est un état d'esprit. Bien plus que des institutions écrites, c'est l'esprit de liberté. Les Français en sont si profondément imprégnés qu'il n'est guère concevable qu'un homme ou un clan porté au pouvoir puisse durablement y porter atteinte. On dit aussi que la France est dépolitisée. La vérité est que les Français ne sont plus sensibles à la forme de vie politique qu'ils ont héritée des cent dernières années et qui n'a pas évolué malgré le rythme accéléré des événements.

Ils ont, par contre, trouvé dans le gaullisme des attraits qui ne sont pas seulement ceux d'un homme, mais aussi ceux d'une idéologie. Le fait d'être consulté directement par voie de référendum, l'action, à la fois pragmatique et continue d'un gouvernement stable, qui n'est prisonnière d'aucun préjugé et qui cherche avant tout l'efficacité, exprime mieux que les partis anciens les aspirations nouvelles des Français. En réalité, les expériences récentes, comme les sondages d'opinion, ont montré que les Français savent ce qu'ils veulent, qu'ils sont déterminés dans leurs orientations. Il leur manque, par contre, la connaissance : ils sont insuffisamment formés et informés. Il s'agit là d'ailleurs d'une lacune propre à notre pays, qui trouve son origine sur les bancs même de l'école et qui fait de nous un peuple sous-développé du point de vue de la formation économique notamment. Aussi, une information objective doit-elle être demain l'un des moteurs de la rénovation politique française.

Albin CHALANDON.

**Georges
Suffert**
journaliste

Mais non, « les partis de jadis » ne sont pas morts, nous ne sommes pas condamnés à choisir entre le gaullisme et le communisme. Mais non, le fascisme n'est pas à nos portes. Mais non, le gaullisme n'est pas une parenthèse historique. Mais non encore, le gaullisme n'est pas un simple regroupement des voix de droite.

Non à toutes les thèses systématiques. La maladie des intellectuels français c'est de schématiser à l'extrême, d'amplifier théoriquement la portée des mouvements politiques qu'ils constatent. Pour eux, ou bien il ne se passera jamais rien, la vie politique est immobile, les vieux partis intouchables ; ou bien tout s'écroule, c'est un raz de marée, voilà Salazar, ou l'Amérique, etc.

Or, en réalité, il se passe toujours quelque chose — et lentement. Lorsque les gaullistes chantent victoire, ils négligent l'extrême fragilité du personnel politique qu'ils ont fait monter sur la scène, le caractère automatiquement dissolvant dans un pays comme la France d'absence d'idées communes. La discipline est une idée politique forte et sans doute indispensable. Mais quand le chef disparaît, force est bien de savoir ce que l'on veut. Pour le moment, le gaullisme ne le sait pas. Au lendemain de De Gaulle, l'U.N.R. subira une crise formidable ; parce qu'elle est davantage qu'un parti de droite, elle n'est pas certaine de demeurer maîtresse du terrain.

Lorsque M. Raymond Aron ou M. Jacques Fauvet écrivent en substance qu'il ne s'est rien passé, que la comparaison des chiffres prouve que les blocs antagonistes (droite, gauche) sont intacts, ils simplifient à l'extrême. Le phénomène constant qui domine la vie politique française depuis 1951 est l'apparition d'une majorité conservatrice dans ce pays. Sous des formes diverses, le phénomène se renouvelle périodiquement. Il est probablement assez simplement lié à la régularité de l'expansion. On peut se demander si l'accès à un niveau de vie supérieur ne déclenche pas toujours dans un premier temps un phénomène de cet ordre. Mais un certain nombre de signes permettent d'ailleurs de penser que dans une deuxième étape l'habitude prise de vivre dans une société en mouvement crée des conditions favorables à une expérience non conservatrice. Plutôt que de nous laisser aller à une série de simplifications, essayons de dégager quelques idées.

QU'EST-CE QUI A CHANGE ?

Le pays d'abord, et c'est tout de même capital ; le pays c'est-à-dire la manière de vivre, de s'informer, de discuter

politique, cinéma ou autoroute. Le corps social français a acquis une certaine mobilité ; le phénomène a été plus rapide dans les couches de droite que dans celles de gauche et cela probablement pour la raison simple que le niveau de vie s'est davantage élevé à droite qu'à gauche.

Le système constitutionnel. C'est capital. Au lendemain de De Gaulle, on rognera les pouvoirs du Président, le Parlement se paiera une modernisation, chacun s'efforcera de trouver les voies et moyens d'un équilibre par définition éternellement précaire. Mais il restera acquis que nous glissons sur la pente du présidentielisme et que personne ne reviendra en arrière. Le petit jeu de la désignation du président est un peu monotone sous De Gaulle. Il passionnera l'opinion publique après le départ du grand homme. C'est un jeu télévisé autrement passionnant que ceux dirigés par Pierre Bellemare... Et à lui seul ce point entraînera presque fatalement une mutation de la forme des anciens partis.

La forme de pensée politique des Français. Ce point est sans doute l'un des plus importants et en même temps l'un des moins discernés. Quelque chose est mort, qu'on pourrait grossièrement désigner du vocable de millénarisme. L'attente de l'an mille, c'est l'attente, la peur (l'espoir) de la catastrophe. Le parlementaire français a vécu pour la chute du gouvernement. Dès la proclamation du résultat du vote d'investiture, le processus de la mise à mort commençait. Cérémonie étrange, rites magiques, symbolisant la mort du roi, point oméga de la vie parlementaire, orgasme collectif, la chute du gouvernement donnait un sens à la vie du député. Quant à la gauche, elle attendait pour sa part un autre point oméga : la crise générale du capitalisme, l'affrontement décisif qui déboucherait sur la réconciliation de Truc et de Machin.

Enfin, nous connaissons aujourd'hui une variante du millénarisme qui est l'attente de Sedan. Puisque le général ressemble à Napoléon III, alors Sedan va venir et le noyau héroïque des républicains va d'un coup libérer la France (grâce aux fusils de M. Thiers ; mais passons !).

Or, tout ceci n'arrivera sans doute pas ; les gouvernements vont durer, il n'y aura pas de crise générale, et la guerre de Sedan n'aura pas lieu. Ce qu'on appelle dépolitisation, c'est peut-être la fin de cette excitation vague qui, du parlementaire à l'homme de gauche, tenait lieu de réflexion, de sens de l'ajustement, d'efforts limités pour une création politique perpétuelle. Peut-être l'incroyable paradoxe de ce régime sera-t-il d'avoir rapproché la France des conditions réelles de la démocratie alors qu'il est bien, dans une large mesure, un bonapartisme de la décadence.

QUEST-CE QUI DEMEURE ?

Le pays. Si l'on s'imagine que parce qu'il a une voiture et un poste de télévision le boutiquier du Lot s'arrêtera de voter à gauche, on se fait quelque illusion. Il y a dans ce pays des mentalités enracinées depuis des siècles, faites d'une accumulation d'expériences historiques vécues. Il faut des dizaines d'années pour que ces formes de mentalité changent. En fait, il n'y a jamais substitution, mais addition. Les transformations décrites plus haut se greffent étrangement sur de vieilles mentalités qui subsistent. La force de résistance de la gauche (près de 32 % socialistes et communistes au premier tour) est faite de cela. D'habitudes acquises plus que de réels ressentiments. Ce n'est plus une masse révolutionnaire, mais c'est une masse de gauche ; et sa puissance potentielle reste considérable.

On dira que je mélange communistes et socialistes. Mais c'est parce qu'ils sont mélangés, qu'il suffit de regarder la carte électorale ou celle des banlieues pour savoir que nous ne sommes pas en face d'un phénomène résiduel, mais d'une donnée durable de la France politique.

QUEST-CE QU'IL FAUT CHANGER ?

L'organisation de la gauche, et sa manière de penser. Il y a en France une majorité conservatrice, mais c'est une majorité mouvante. 4 millions de voix environ se promènent au milieu de l'hémisphère politique. Elles seront à qui veut les prendre. Elles seront attirées par la tête du président, sa manière de parler, ses idées, la cohésion des forces qui l'appuieront, le réalisme du programme qu'il présentera. Oh ! pas un programme du type classique. Mais quelques idées qui fondent une perspective, qui correspondent à une sensibilité. Mais, dira-t-on, si le débat gauche-droite se résoud à une querelle d'hommes, c'est qu'il n'y a plus ni gauche ni droite. Ce n'est pas si simple : les lignes de clivage existent, elles ne vont pas tarder à réapparaître sur des problèmes plus importants que la laïcité. Les hommes ne vivront pas toujours satisfaits de travailler trop, heureux de faire trois heures de voyage par jour pour aller et revenir du travail, ils n'aimeront pas éternellement les embouteillages, les somnifères, les vacances parquées, l'étroitesse des frontières, bref tout ce qui constitue les fondements d'une nouvelle aliénation. Et celle-là n'atteint pas que la classe ouvrière seulement, elle poursuit ses ravages jusqu'au niveau des cadres, elle a son irrationalité. On attend l'U.N.R. à ce tournant de l'Histoire.

Georges SUFFERT.

Jean Lecanuet

président
du groupe M.R.P.
au Sénat.

Nous venons d'assister à un changement de la psychologie électorale en France. Jusqu'aux dernières élections législatives, l'électeur, lorsqu'il choisissait un parlementaire, désignait un homme, connu de lui, en tenant compte d'une préférence politique. Ce comportement apparaissait plus nettement à droite qu'au centre ou à gauche. Il fit le succès, sous la IV^e République, des notables regroupés dans la formation des Indépendants, qui fut un parti sans l'être. Ce n'est pas par hasard que le nouveau courant les a décimés plus que d'autres.

Hier, l'élu était le délégué de l'électeur et libre, comme tel, de faire ou de défaire les majorités de gouvernement. L'exécutif reflétait le législatif.

Il semble que désormais l'électeur vise à travers le parlementaire le pouvoir lui-même. L'élu devient un relais. Peu importe, à la limite, sa personnalité propre. Il n'est plus que le signe d'une volonté globale.

Le temps se chargera sans doute de corriger l'excès de cette « dépersonnalisation » du Parlement, qui est la conséquence de l'actuelle « personnalisation » de l'Etat et cessera avec elle.

Mais le phénomène atteint une profondeur qui ne permet pas de le tenir pour éphémère. De nombreuses causes l'expliquent, qui dépassent l'événement gaulliste, plus effet en ce sens que créateur de l'évolution, encore qu'il en constitue le moteur d'accélération : ce sont fondamentalement la transformation démographique et technique du pays (rajeunissement et modernisation) ainsi que le changement du statut international de la France, qui rendent l'opinion sensible à l'exigence de l'action, à la stabilité et à la force du pouvoir.

L'idéologie tend à s'effacer devant les réalités du concret, au moins en apparence. Dans le même temps, la contrainte qu'exercent sur les esprits les moyens d'information (pour ne pas dire de propagande), livrés à la direction du pouvoir, modifie l'attitude de l'électeur, qui a le sentiment d'être en contact direct avec les affaires de l'Etat et de pouvoir les juger sans intermédiaire.

La pratique parfois abusive, du référendum a cristallisé cette modification du comportement électoral. La désignation du président de la République au suffrage universel achèvera de la consolider. Dès maintenant, l'opinion réagit comme si elle pratiquait les règles d'un régime présidentiel, qui lui sont cependant refusées.

Le « Guide » de la Nation échappe à tout contrôle. Il se substitue au gouvernement, il subjugué le Parlement.

Aucun démocrate ne peut accepter un tel déséquilibre des pouvoirs, qui détruit son idéal de responsabilité, de dignité, et compromet la sauvegarde des libertés.

Mais au-delà du gaullisme et de son reflet U.N.R., qui représentent un épisode transitoire et mythique, il importe de prendre conscience de la transformation qui s'accomplit. Elle exclut tout retour aux mœurs politiques du passé. Elle commande la constitution d'une force neuve capable d'assurer, après la transition que nous vivons, l'avenir de la démocratie, en assumant la charge du gouvernement.

Cette force que le M.R.P. propose pour dépasser le fractionnement des tendances voisines et rivales, nous avons trois ans pour la forger, si nous voulons être efficaces lors de l'élection du prochain président de la République. Il est clair et d'ailleurs salutaire que le délai nous presse mais il est suffisant.

Au cours de ces années de préparation, quelle image prendra la représentation politique de la France ? L'actuelle fluidité des courants rend difficile le pronostic. Toutefois il est possible de déceler dès maintenant quelques tendances :

1° Nul doute que le parti communiste, après un long sommeil, ne s'adapte aux réalités nouvelles dans la ligne d'une politique de détente choisie par Moscou et développe ses efforts d'unité d'action avec les socialistes et leurs associés. La S.F.I.O. et le P.S.U., même s'ils se regroupent, s'évaderont difficilement de cet encerclement, malgré leur désir d'autonomie. Les élections cantonales du printemps 1964, les consultations municipales qui suivront un an plus

tard, seront autant d'occasions offertes à cette tactique. Le dialogue entre l'Est et l'Ouest, s'il se confirme, favorisera le glissement. Déjà le parti communiste a exclu de ses conditions la dénonciation de l'Alliance atlantique. Le Front populaire est en marche, à moins d'un redressement du parti socialiste, et il se développera dans la mesure où il apparaîtrait comme la seule réplique au gaullisme.

2° Ces perspectives contredisent le projet, dont il ne faut pas désespérer à long terme, d'un travaillisme réconciliant l'humanisme chrétien et l'humanisme « laïque ». L'analyse des derniers résultats électoraux, notamment au deuxième tour, montre que les courants d'opinion, qu'il faudrait rapprocher, sont encore divergents et échappent aux mots d'ordre des dirigeants politiques. L'échec du « Cartel des non » a vérifié ce clivage de l'opinion.

3° Dans ces conditions, comment constituer la force neuve capable d'arracher le pays au vertige du vide après de Gaulle et de démentir la prophétie de Malraux, qui ne voit que néant entre le gaullisme et le communisme ? La seule chance de la susciter consiste à partir de ce qui existe entre l'un et l'autre et, par conséquent du M.R.P. qui, s'il a dû céder du terrain, a maintenu ses positions, conquis de nouvelles implantations qui le « régionalisent » moins qu'autrefois, et conservé une forte armature de militants qui le rattachent aux mouvements syndicaux, professionnels et d'action spécialisée. Sur ces bases, il est un mouvement d'ouverture et de disponibilité.

4° Ainsi se trouve posé le problème de son élargissement et, s'il le faut, de sa modification. La solution ne peut consister à recoudre l'étoffe déchirée des vieux partis en accommodant leurs restes mais à faire naître un tissu vivant et neuf. Le dessein devrait moins tendre à regrouper qu'à inventer, à additionner qu'à dépasser. Les regroupements qui s'esquissent ne représentent que la phase préparatoire de l'opération, en tant qu'ils expriment la volonté de dépasser les cloisonnements du passé.

De leur convergence doit sortir autre chose qu'une constellation de groupes : un monde politique nouveau. C'est à l'intérieur de ces limites et dans cette perspective qu'il convient de situer l'initiative qui a permis l'apparition à l'Assemblée Nationale d'un Centre Démocratique. Un pôle d'attraction est ainsi fixé. Il devrait exercer son influence sur tous ceux qui, au Parlement, refusent l'alternative de Malraux et recherchent une démocratie nouvelle, forte et stable, dans l'équilibre des pouvoirs.

6° Ces rencontres doivent déborder le cadre trop étroit et isolé du Parlement pour atteindre les forces vives de la Nation afin de dégager en commun, à parité, une organisation, un programme, un style, une propagande. Ceux qui animent ces forces porteraient une grande responsabilité s'ils se refusaient à cette recherche. Leurs libertés ne survivraient pas à l'échec de la démocratie.

Le moment paraît donc venu, sans précipitation, de provoquer, autour de « tables rondes », ces confrontations. Si l'entente se manifestait, elle serait de nature à provoquer un réveil de l'opinion, moins « dépolitisée » qu'il ne paraît, mais désintéressée à juste titre, des controverses subalternes. Si, au contraire, ces mêmes forces se repliaient derrière leur réserve traditionnelle, elles se retrancheraient dans une attitude de contestation précaire, loin du courant de la vie politique moderne. Il ne resterait plus aux hommes politiques qu'à

persévérer, avec les moyens dont ils disposent, dans la voie d'une reconstruction du régime.

Il n'est pas vrai qu'un gouvernement soit voué à n'être plus que l'administration des choses, et la politique à s'effacer devant la pure technique. L'art politique reste le gouvernement des hommes et il obéit aux valeurs d'une civilisation.

C'est à cette profondeur qu'il faut faire resurgir la source d'une espérance, hors de laquelle il n'y aurait plus que l'aventure ou la dictature. Un grand mouvement démocratique ne peut pas être seulement une mécanique. Il lui faut une âme. L'exigence de sa nature rejoint celle de son destin.

Jean LECANUET.

Jacques Fauvet, journaliste

La création d'un véritable regroupement du centre me paraît difficile aussi longtemps que le général de Gaulle jouira du même prestige auprès d'une bonne moitié des Français; il me semble également rendu difficile par la politique et la diplomatie de l'Union Soviétique. Le gaullisme exerce en effet un incontestable attrait sur les électeurs du centre droit et une bonne part de ses élus, tandis que la déstalinisation et la coexistence pacifique, l'évolution tardive mais réelle du parti communiste français diminuent la crainte qu'il entretenait depuis quinze ans dans l'électorat du centre-gauche.

La plus grande attraction exercée par le gaullisme et la moindre répulsion exercée par le communisme sont autant de forces centrifuges qui rendent difficiles les véritables regroupements du centre.

J'ajoute que la diplomatie américaine se charge de faire le reste en servant le neutralisme français et en desservant la politique atlantique des partis traditionnels tandis que l'évolution intérieure allemande peut menacer à terme leur politique européenne.

Sans rien renier de leurs idéaux, ces partis devraient bien plutôt se préparer à la reconquête du pouvoir réel, c'est-à-dire à l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel.

Roger Jacques, rédacteur en chef des Cahiers « Citoyens 60 »

I. — LA SIMPLIFICATION DE LA VIE POLITIQUE ET SES CONSEQUENCES.

A. — La prospective politique est, à la limite, un art impossible, car l'importance des aléas est, dans ce domaine plus que dans tout autre, l'élément primordial. Au surplus, il me paraît très difficile de distinguer le souhaitable du probable.

Parlons donc du souhaitable : l'avenir n'est pas tracé a priori. Il sera ce que nous le ferons, en tenant compte, bien entendu, de l'évolution économique et sociologique de la Société française : croissance et modernisation de notre économie, avec cependant des zones d'ombre, diffusion du goût du progrès, rajeunissement démographique, phénomène d'urbanisation et mobilité d'une part croissante de l'électorat, et enfin quelques tendances indiscutables à certaines formes de dépolitisation qui coexistent d'ailleurs avec un intérêt grandissant pour les problèmes du développement économique et social.

Dans de telles perspectives, un regroupement des forces politiques est souhaitable. Il est possible d'ailleurs — c'est tout au moins mon sentiment — que l'élection du Président de la République au suffrage universel joue dans ce sens, en contraignant les partis à se mettre d'accord sur un nombre limité de candidats et sur des programmes.

Tout ne sera d'ailleurs pas réglé pour autant, car on peut aussi bien regrouper dans la confusion. Le cartel des non et l'ensemble hétérogène U.N.R.-U.D.T. en sont, à mon avis, deux exemples.

Lorsqu'on considère les principaux problèmes qui se posent à la Société française, on s'aperçoit qu'ils comportent plusieurs solutions dont les unes s'inscrivent dans le cadre existant et dont les autres nécessitent un ensemble de « petites révolutions » psychologiques, économiques et juridiques.

De même, certaines revendications formulées par les syndicalistes ouvriers, les jeunes agriculteurs, les mouvements étu-

dians ou les nouveaux groupements de citoyens contiennent, explicitement ou implicitement, une volonté de transformation sociale et de démocratisation qui va beaucoup plus loin que certains ne le pensent.

Voilà pourquoi, je souhaite qu'au lieu d'un énorme parti du centre qui voudrait concilier l'inconciliable, c'est-à-dire cette poussée des forces neuves et l'aspiration des « Français installés » à l'ordre et au maintien des privilèges existants, il se crée deux grands partis, l'un de centre gauche, plus audacieux dans son désir de bouleversement des structures économiques et sociales, l'autre de centre droit, plus prudent et plus sensible à la pression des forces conservatrices.

Ce parti de centre gauche ne pourra cependant s'imposer que si son candidat arrive, avant celui du parti communiste, aux élections présidentielles. Ce serait donc une formation qui lutterait vigoureusement contre le parti communiste (qui lui rendra bien d'ailleurs), tout en sachant qu'il n'est pas exclu qu'elle soit amenée à négocier avec lui des désistements à l'occasion d'élections ou son soutien pour un programme du Gouvernement.

Une telle évolution n'est possible que si le P.C.F. sort quelque peu de sa sclérose et que si la gauche démocratique est capable d'imaginer autre chose que les formules usées et mystifiantes du Front Populaire.

Peu importe enfin que ce parti du centre gauche soit ou non baptisé de travailliste. Il aura dans son sein des minorités agissantes qui l'inciteront sans cesse à l'audace et au progrès.

B. — Le schéma que je viens d'esquisser ne présente que des avantages pour la clarté de la vie politique, dans la mesure où le clivage des forces correspond à la nature même des problèmes posés à notre société. Les risques pourraient résulter d'un affaiblissement relatif du centre gauche par rapport au P.C. Tel a d'ailleurs toujours été l'un des éléments tactiques employés par la Droite, pour éviter que la pendule penche à gauche : la querelle de l'enseignement libre — tarte à la crème d'une certaine gauche et d'une certaine droite — resurgit toujours au mauvais moment !

Par contre, la formule actuelle — avec un grand parti gaulliste au programme flou et ambigu — et une opposition affaiblie et divisée, bien qu'unie dans la rancune — ne peut être que provisoire. Elle n'est pas, au surplus, sans danger, depuis celui de voir de Gaulle s'aigrir et s'entêter jusqu'à celui d'une vie politique axée exclusivement sur de faux problèmes.

II. — COMMENT RENDRE LA DEMOCRATIE PLUS VIVANTE ?

L'ère de la télévision et des *mass media* est également celle de la société gestionnaire, c'est-à-dire d'une société qui ne peut réaliser, dans la liberté, des objectifs ambitieux et soutenus que si les diverses forces sociales sont associées à l'œuvre commune, depuis la discussion et l'élaboration des projets jusqu'à leur exécution et leur contrôle, dans le cadre des plans nationaux et régionaux, dans le cadre également de l'aménagement des villes et des campagnes, de l'organisation de l'enseignement, de la culture et des loisirs.

Des virtualités démocratiques existent donc. Il reste à les concrétiser.

A. — Il ne suffit pas toutefois de créer des institutions

pour associer les Français à un projet collectif. Plusieurs conditions doivent être réunies au préalable :

— un enseignement adapté à notre temps, à une civilisation du travail, du loisir et de la participation ;

— le sens du dialogue à tous les échelons de la vie politique et sociale : entre l'homme politique d'une part, le technicien, le mandataire d'un groupe social, le simple citoyen d'autre part ; entre le technicien et le représentant des forces vives : savoir poser les problèmes différemment aux divers niveaux, relativiser la compétence, mais respecter la responsabilité de l'interlocuteur. On ne discute pas, de la même façon, des objectifs du Plan à l'Assemblée Nationale, en séance plénière ou à la Commission des Finances, devant l'opinion publique à la Télévision ou dans une réunion restreinte avec les responsables des organisations professionnelles et syndicales.

— l'aptitude au compromis qui n'est pas un affadissement de la volonté, mais la conscience de la nécessité d'un effort en commun pour faire mieux vivre une Société ;

— une dé-dramatisation de la vie politique, ce qui ne veut pas dire une perte d'enthousiasme pour les grandes tâches collectives, mais le respect de l'adversaire et de la souveraineté populaire.

B. — Un tissu démocratique est en train de se reconstruire dans ce pays, grâce à l'effort de formation des mouvements de jeunes et d'adultes, aux syndicats, à certains partis également qui ont su capter l'intérêt de jeunes militants.

Il reste à regrouper les forces et à redistribuer les rôles.

Le parti a pour objet la prise et l'exercice du pouvoir. Il est lui-même une vivante expression du pluralisme nécessaire à la démocratie : diversité des convictions spirituelles, diversité des groupes sociaux. A ce titre, il est en mesure de faire la synthèse des préoccupations diverses qu'expriment ses adhérents et les organisations qui lui sont plutôt sympathiques. Il propose un programme, des thèmes d'action et un laboratoire pour les futurs hommes d'Etat.

Il appelle à siéger dans ses commissions de travail — qui deviennent un rouage essentiel de la vie politique — des représentants d'organisations diverses, lesquels apportent leurs aspirations et leurs expériences, mais apprennent aussi à composer.

Quant aux syndicats, leur mission essentielle demeure de défendre les intérêts moraux et matériels de leurs mandants. Certes, leur action s'inspire parfois d'une éthique généreuse, mais ceci ne leur donne pas le droit, même dans le meilleur des cas, de prétendre se substituer aux partis, tout au moins lorsque ceux-ci existent et agissent valablement. En outre, il est probable que l'évolution même des problèmes du développement économique et social les conduira à trouver une nouvelle synthèse entre la contestation — toujours aussi vitale — et un minimum d'engagement vis-à-vis du pouvoir politique, en vue de la réalisation d'objectifs d'un intérêt supérieur pour la collectivité.

Enfin, les organisations de jeunesse et d'éducation civique auront à continuer et à amplifier leur tâche qui est de former des hommes et des citoyens aptes à résoudre les problèmes individuels et collectifs de leur existence et à vivifier sans cesse la démocratie. Ces organisations sont, par nature, plus enclines à radicaliser les options, à fustiger le pouvoir et les partis. C'est ce que j'appelle, à tort ou à raison, la tâche prophétique sans laquelle une Société risque de s'engourdir et de sombrer dans le contentement béat.

ROGER JACQUES.

**Michel
Debatisse**
secrétaire général
du C.N.J.A.

Quelque commentaire que l'on puisse émettre sur l'élection de la nouvelle assemblée nationale, l'existence d'un parti majoritaire ne peut être sans incidence sur les mœurs et les usages de la vie politique française. Si elle ne veut pas être simplement anéantie, pulvérisée, l'opposition se trouve dans l'obligation de se constituer en une formation cohérente. Mais l'objectif parlementaire pourrait écarter dans l'immédiat les chances de voir se construire un parti travailliste. D'autant plus que les socialistes risquent de s'isoler dans leur victoire même relative (la S.F.I.O. recueillait en 1958 3.176.000 voix sur 21.000.000 de suffrages, et en 1962 2.319.000 sur 19.000.000 de votants !) Lorsque M. Guy Mollet dit qu'il penche pour un parti « agressif, dur, pur » plutôt que « pour un grand parti démocrate d'accord sur quelques grands principes avec un homme à présenter à la présidence de la République », on peut espérer que c'est par souci tactique. Dans le même conseil national de la S.F.I.O. d'autres hommes ont plaidé pour l'éclatement des chapelles et des vieilles églises et pour la formation d'un minimum de partis sur les bases de principes fondamentaux.

De toute manière, nous pensons qu'un regroupement des forces de gauche ne peut se faire « autour » ou « à partir » de quelque parti que ce soit. L'exemple de l'Europe devrait faire réfléchir. Napoléon voulait faire l'Europe. Hitler aussi, mais autour d'un seul pays, et sans vouloir reconnaître chaque nation dans son originalité. La construction européenne est devenue possible le jour où elle a été proposée à chaque pays pouvant choisir librement d'abandonner une parcelle de son autorité, et acceptant de considérer les autres dans leurs particularités. Est-il raisonnable aujourd'hui de croire que la gauche : radicaux, socialistes, P.S.U., une fraction importante du M.R.P. et des syndicats se regrouperont autour d'un seul parti ? Ce regroupement pourra s'opérer « avec », mais pas autour. Cela est un premier point.

D'autre part, les hommes de gauche devront modifier profondément leurs attitudes. Plutôt que chercher à dénoncer systématiquement les erreurs du pouvoir, ils devront se révéler à même de proposer et d'agir, cesser de s'ériger en « procureurs de la pureté », devenir des hommes d'action capables de se mouvoir dans les réalités. Mais il faut ici préciser qu'avoir le souci de l'action concrète ne signifie pas absence de choix en fonction d'une certaine conception de l'homme et de la vie en société. C'est parce que cette conception est exigeante, qu'elle ne peut se satisfaire des idées et demande un effort de réalisation. J.-J. Servan Schreiber l'a fort bien compris qui écrit : « la passion des idées pour elle-même, l'abstraction politique est morte... les hommes politiques de l'avenir seront ceux qui montreront comment ils savent faire, et pas seulement penser ou parler », et M. Guy Mollet outrepassa sans doute sa pensée lorsqu'il affirme que la révolution ce n'est pas l'amélioration des conditions de vie

journalière, mais que c'est la transformation des structures de la société. Lorsque les jeunes agriculteurs luttent contre l'intégration industrielle pour assurer le plein emploi des paysans en demi-chômage, ils cherchent à la fois à améliorer les conditions de vie et à favoriser des structures de production où initiative et responsabilités soient possibles. Et la véritable révolution pour eux est celle qui fait progresser chaque jour les conditions de vie et de travail des citoyens, en cherchant à modifier en profondeur les structures de la société. La gauche peut s'interroger à l'heure actuelle sur sa manière de participer à la vie politique. Certes ce n'est pas facile. Mais de même que chaque personne, fût-elle située dans des structures mauvaises, ne se comporte pas forcément d'une manière définitive dans le sens du bien et du mal, et que l'on peut toujours tenter de s'adresser à la meilleure part d'elle-même, ne faut-il pas essayer d'utiliser dans un régime donné ce qui peut servir à la réalisation d'objectifs auxquels on tient. Ceci suppose non pas l'habileté de tel ou tel leader, mais implique l'engagement d'équipes d'hommes qui savent maintenir leurs exigences.

La gauche, selon nous, ne devrait donc pas désormais se contenter de recenser les méfaits du pouvoir, mais chercher à définir des objectifs précis et tendre à les réaliser. Sinon ses idées sur l'expansion, la sécurité sociale, la durée du travail, la gestion ouvrière et paysanne seront mis en pratique par des hommes moins doctrinaux. Etre dans l'opposition devrait consister à rechercher les moyens d'inscrire dès maintenant dans les faits la politique que l'on préconise.

Et pour que les partis dépassent leurs querelles traditionnelles, des pressions extérieures devront jouer sur leur comportement. Le travailisme est une force qui s'appuie avant tout sur les organisations syndicales. Or le travail amorcé en France entre les centrales ouvrières, paysannes, universitaires peut accroître les possibilités de constituer une force politique de type démocratique. Mais il n'y a pas de miracles à attendre. Ce n'est que progressivement que les contacts actuels porteront leurs fruits. Il ne faut pas oublier que jusqu'à ce jour les leaders des différentes organisations se connaissaient à peine. Pendant trop longtemps chaque catégorie sociale a défendu ses propres intérêts sans se préoccuper des autres milieux. Il faudra un certain laps de temps pour que les hommes, apprenant à travailler ensemble, soient capables de s'entendre sur des objectifs précis. Dans cette optique, les perspectives de l'action syndicale devront être élargies. Jusqu'à présent, les paysans se sont essentiellement battus sur la défense des prix, les ouvriers sur la défense des salaires. Dans le contexte économique actuel, le revenu d'une catégorie sociale n'est plus lié à un seul élément, mais à un ensemble de données. Une entreprise sera prospère selon son lieu d'implantation, sa production, ses débouchés, la capacité professionnelle des salariés, cadres ou employés. Le progrès technique tend à accentuer les écarts de situation entre certains secteurs de production. Une répartition équitable des revenus entre les citoyens, une harmonisation dans le développement des régions ne sont concevables que si le sens de nouvelles solidarités est développé entre les citoyens. Et si le régime de la propriété est toujours un obstacle sur un plan foncier à une évolution des structures de l'exploitation agricole, les tares du régime économique dans lequel nous vivons ne sont plus seulement situées à ce niveau. Aussi dans les syndicats il nous faut procéder à de nouvelles analyses pour que notre combat pour la promotion de chaque personne s'exerce sur des problèmes réels.

Les confrontations entre centrales syndicales sur un plan national FO, FEN, UNEF, CFTC, les journées d'études, les

réunions qui se tiennent à l'échelon départemental entre CFTC et CNJA feront prendre conscience à un certain nombre d'hommes de leurs responsabilités. Progressivement ils arriveront à rechercher d'eux-mêmes un certain type de formation politique.

La paralysie des hommes de gauche, ou se disant tels, a été depuis quelques années de se déterminer par rapport aux positions du parti communiste. Oh ! certes, on affiche son anti-communisme qui n'a rien à voir avec celui des hommes de droite. Mais à chaque instant on éprouve le besoin de se situer par rapport au parti communiste. Or, plutôt que de proclamer son appartenance à la gauche ou de chercher à savoir si l'on acceptera ou non les voix du P.C., il faut d'abord et avant tout exister. Le reste se réglera.

La société dans laquelle nous vivons ne nous plaît pas. Elle doit être transformée. Or les exclusives, les appels à la pureté doctrinale n'ont pas jusqu'à ce jour entraîné une telle évolution pour que l'on s'attarde à ces attitudes. Si le socialisme ne veut pas être une rêverie d'intellectuel, il doit dès maintenant trouver son expression concrète qui engage ceux qui s'en réclament au-delà du langage.

La vie nous a appris qu'un certain nombre d'entreprises qui apparaissaient impossibles ont pu être menées à bien en tenant compte d'un certain délai. L'idée d'une Europe communautaire a suscité de multiples oppositions mais on s'achemine cependant vers la réalisation de l'unité. Il en est de même pour un regroupement de la gauche. Il faudra une longue patience pour sa réalisation. Idées et action devront cheminer progressivement. Mais, comme il a fallu prévoir des délais en matière européenne, tous les hommes préoccupés par la création d'une formation politique de type démocratique peuvent dès maintenant chercher à fixer les étapes qui la conditionnent.

Michel DEBATISSE.

André Jeanson

vice-président
de la C.F.T.C.

La plupart des questions posées par « France Forum » supposent de la part du questionné une connaissance par le dedans des institutions et des formations politiques, et le syndicaliste que je suis fait figure de béotien en la matière, habitué qu'il est à vivre dans un monde quelque peu allergique à tout ce qui touche au politique, au sens traditionnel du terme. Je voudrais essayer de me tirer de cette difficulté, et d'éviter aussi d'imiter le cordonnier de la fable antique, en formulant quelques réflexions de syndicaliste en face des problèmes de la démocratie politique dans la conjoncture présente et peut-être ne me situerai-je pas trop à côté des questions posées.

En ce qui concerne l'échiquier politique, tel qu'il apparaît au lendemain des élections législatives, je pense que deux éléments sont à retenir qui risquent l'un et l'autre de troubler l'évolution qu'une analyse classique peut faire apparaître comme prévisible.

Le premier, c'est la personnalité du Chef de l'Etat. Quels

seront demain les points d'impact essentiels de la politique du général ? La réponse relève encore du domaine du mystère. Mais l'expérience prouve que de Gaulle a le génie, quand il aborde un problème, par le choix même du problème, par le style de son approche dudit problème, de poser un geste qui ne respecte pas la disposition des pions sur l'échiquier. Il n'est pas douteux que l'Elysée n'hésitera pas à mettre l'opposition devant des options difficiles, mais la majorité sera-t-elle traitée avec plus d'égards ? Au cours de la législature précédente, nous avons vu l'U.N.R. ne réussir les mutations imposées par le cheminement de l'action élyséenne qu'au prix sinon d'un éclatement, tout au moins de quelques opérations chirurgicales. L'« inconditionnalité » de 1962 aura-t-elle plus d'« estomac » que celle de 1958 pour digérer tout ce qui sera offert à son appétit ? La réponse demeure incertaine.

Le second élément, c'est l'élection au suffrage universel du Chef de l'Etat. Il y a là une donnée neuve dans la vie politique française, dont évidemment il n'est pas possible de mesurer les conséquences, mais qui, à n'en pas douter, va perturber sérieusement les techniques traditionnelles de la vie politique. Ces techniques en effet sont conçues et fonctionnent essentiellement pour l'élection des parlementaires. A partir du moment où l'acte électoral de loin le plus important est le choix non de 500 hommes, mais d'un seul, les mécanismes électoraux à quoi se résume, dans une large mesure, la machine politique française, sont à réviser.

Dans l'absolu, on a peut-être raison de souhaiter que la France s'oriente vers la formule britannique du bipartisme (encore qu'en Grande-Bretagne la formule commence à « dater » et il n'est pas sûr que les jeunes générations d'Anglais s'en accommoderont) et la technique du référendum, comme celle de l'élection présidentielle, peuvent pousser en ce sens. Mais, à mon avis, dans l'état présent des choses et pour un temps probablement très long, le bipartisme en France offre de grands dangers du fait de l'existence d'un parti communiste fort. Elle est pour le moins imprudente, cette déclaration de Louis Vallon dans la nuit des élections, d'après laquelle il n'y a plus que deux forces politiques « de mouvement » en France, l'U.N.R. et le P.C. L'existence et la vitalité d'un tiers courant, même s'il s'exprime à travers plusieurs formations, me paraît actuellement indispensable pour l'équilibre de la vie politique française. Bien sûr, il est plus que souhaitable que ce Centre soit constitué par une seule force, aussi homogène que possible, et en ce sens il faut se réjouir des efforts qui se développent actuellement au niveau de l'Assemblée nationale pour le regroupement d'un certain nombre de groupes parlementaires.

Cependant, si intéressants que soient ces efforts, il m'apparaît évident que l'amélioration souhaitable du fonctionnement de la machine parlementaire demeure insuffisante pour porter remède à un mal dont l'ampleur dépasse de très loin les murs du Palais-Bourbon.

A mon avis, les élections de novembre, après d'autres événements politiques, mettent clairement en évidence une double faiblesse congénitale de la vie politique française, au niveau du corps électoral d'abord, au niveau des techniques politiques ensuite.

Au niveau du corps électoral, l'électeur majeur vient une fois de plus de montrer combien il connaît peu — et du même coup s'y intéresse peu — les problèmes réels qui se posent à son pays : l'expansion économique, le développement de l'Europe, la stratégie militaire, les besoins de la jeunesse, l'évolution des pays sous-développés, etc., et combien il a peu conscience de ses responsabilités concrètes de citoyen :

en fait l'électeur s'est déterminé non en fonction d'un programme politique mais d'un sentiment : fidélité ou hostilité à de Gaulle, peur ou espoir d'un « Front populaire » nouvelle manière. Rien ne sera donc fait de solide en matière de démocratie politique, si du moins on entend par là des structures de connaissance et de participation du citoyen, tant que par un immense effort d'éducation civique et politique, le citoyen n'aura pas acquis un minimum de conscience de ses responsabilités et développé sa maturité politique.

Nos techniques politiques, de leur côté, viennent d'apporter une preuve nouvelle et éclatante de leur inadaptation organique aux problèmes et aux réalités de notre temps. Quand on observe comment se sont déroulés la campagne électorale, le mécanisme des réunions, de la propagande, du scrutin lui-même, on ne peut manquer d'être frappé de ce profond déphasage. Dans un pays comme le nôtre, aux prises avec toutes les métamorphoses provoquées par la révolution industrielle moderne, l'heure est venue d'imaginer et de réaliser la révolution des modes de vie politique que nous utilisons, sans y avoir changé grand chose, depuis près de deux cents ans. Pour moi, la question fondamentale qui est aujourd'hui posée aux élites de notre pays est à peu près celle-ci : comment, dans une démocratie moderne, organiser la représentation du citoyen dans la gestion des affaires publiques, de telle façon que soient assurées à la fois l'efficacité nécessaire du système et une participation authentiquement démocratique, c'est-à-dire consciente et compétente, du peuple ? Une telle question amènera sans nul doute à faire « table rase du passé », à inventer de nouvelles structures, de nouveaux mécanismes de représentation, de nouveaux agencements dans l'exercice du pouvoir, et cela dans tous les domaines où s'exprime la vie de la nation, le politique comme l'économique et le social.

Un citoyen éduqué et conscient, ayant à sa disposition des techniques et des structures politiques qui lui permettent d'intervenir dans la solution des problèmes, et qui assurent l'efficacité de l'ensemble, voilà, à mon sens, la base essentielle, qu'il s'agit aujourd'hui de construire, de la démocratie politique.

Je ne me dissimule pas le fait que le syndicalisme doit prendre sa part de cet effort de rénovation en conclusion duquel il se trouvera, comme d'autres, devant la nécessité de modifier, profondément peut-être, son comportement, ses structures, ses objectifs, les limites qu'il donne présentement à sa compétence et à son action. Et il faudra alors que, comme les autres, il ait le courage d'opérer ces mutations, si novatrices soient-elles.

Mais dans l'immédiat, je pense que le syndicalisme a un rôle considérable à remplir : il lui revient de contribuer à aider à ce que, sur l'échiquier politique présent, se dégagent des forces vraiment résolues à construire les nouvelles structures économiques, sociales et politiques. Ce rôle, il le jouera tout simplement par la pression sur le politique de son action syndicale. Plus précisément, le syndicalisme doit poser aux formations politiques, qu'elles soient de gouvernement ou d'opposition, un certain nombre d'exigences très concrètes, de caractère absolument syndical, mais qui obligent les politiques, sans échappatoire possible, pour répondre favorablement ou non, à choisir une option précise et claire. Par exemple, le Pouvoir est-il ou non décidé à assurer par la loi la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, à intervenir lui-même pour créer d'autorité les activités économiques nécessaires à l'emploi de la main-d'œuvre dans les régions menacées de récession, à confier à un organisme central le soin de diriger les investissements publics, et d'orienter et

contrôler les investissements privés, etc. ? Ce sont là des tests qui peuvent être appuyés par toute la force syndicale et à partir desquels, d'une part, les travailleurs pourront juger par eux-mêmes la nature réelle des forces politiques et, d'autre part, celles-ci auront l'occasion de se déterminer en toute clarté sur un certain nombre de problèmes essentiels pour l'avenir du pays.

Comment rendre la démocratie plus vivante ? Je pense d'abord que si les organisations syndicales, par leur action propre, et aussi par un Conseil Economique et Social qui se verrait doté, non pas de pouvoirs de décision qu'il ne réclame pas, mais de moyens efficaces d'intervention dans les procédures d'élaboration puis du contrôle des décisions, réussissent à contraindre le pouvoir et le parlement à prendre des options politiques précises sur les problèmes économiques et sociaux, notre démocratie connaîtra un regain de vigueur.

En second lieu (dans l'énumération mais pas forcément en ordre d'importance), l'information des citoyens, objective, sérieuse, complète, présentée non pour « intoxiquer » mais pour faire réfléchir, est un élément capital de la reconnaissance de la démocratie. Ce n'est pas de lieu ici de rechercher ce que devrait être le statut de la radio, de la télévision, de la presse écrite, mais il est sûr que ce devrait être là le centre privilégié et prioritaire des préoccupations des démocrates, le test aussi de l'authenticité des convictions démocratiques du pouvoir.

Mais l'essentiel à mon avis, au risque de me répéter, c'est le citoyen, c'est la démocratie à la base, dans l'entreprise, le quartier, la commune. Il y a fort à parier que tous les efforts, si louables soient-ils, des états-majors des partis, ne réussiront au mieux qu'à jeter à peine un toit, une bache au-dessus du chantier de la démocratie à refaire. Sous cette bache, fragile et ballottante au gré du vent, il s'agit de bâtir, en commençant tout bêtement par les fondations : le citoyen, l'entreprise, le quartier, la commune. Il faut rechercher tous les moyens qui permettront de réveiller l'intérêt du citoyen pour les institutions locales, administratives, économiques et sociales, culturelles, etc. Il faut aussi apprendre au citoyen à faire, et à faire avec les autres, son métier de citoyen. Œuvre de longue haleine, bien sûr, mais qui connaîtra des développements rapides, j'en suis convaincu, si elle est correctement entreprise, et il en sera ainsi si les efforts sont centrés conjointement sur les milieux populaires, ouvriers et paysans.

Dans cet ordre d'idées, je vois une grande et sûre espérance pour la démocratie de demain dans la prolifération, voulue et organisée par la C.F.T.C. et le C.N.J.A., d'équipes locales de militants ouvriers et paysans. Ces équipes sont sans doute des équipes syndicales qui travaillent sur des problèmes syndicaux et recherchent une action syndicale commune, ce qui est déjà important pour la démocratie. Mais au surplus, il est clair que ces militants, ayant pris l'habitude d'affronter ensemble leurs responsabilités dans l'ordre économique et social, seront peu à peu tout naturellement amenés à rechercher ensemble, et cette fois pour leur compte personnel, à prolonger leur effort sur le plan civique et politique. Et l'on sait qu'à l'échelon national, une équipe vient de constituer le « Groupe de Recherches Ouvrier et Paysan », pour les aider dans cette voie.

Les syndicalistes ne sont pas les seuls, fort heureusement, à se préoccuper de l'avenir de la démocratie, tous les efforts aujourd'hui dispersés et quelque peu anarchiques finiront bien par converger pour ensemble mener le travail qui fera surgir au grand jour la « France souterraine ».

André JEANSON.

Claude Terrien

rédacteur en chef
d'Europe n° 1

Je m'en tiendrai au raccourci d'André Malraux. Au triptyque : « communisme, gaullisme, rien ». Mais comme il l'a fait lui-même, il y a quelques jours, je situerai ce triptyque à l'époque où il était proposé par André Malraux. Donc, il y a dix ans. Quelle différence y-a-t-il en gros, entre la France d'il y a dix ans et celle d'aujourd'hui ? Ou plutôt quelle est la différence essentielle ou quelles sont-elles, les décisives, les déterminantes ?

J'en vois trois.

Economico-sociale, démographique, internationale.

Economico-sociale : la civilisation du charbon, celle des classes et des corons, a fait place (en attendant l'atome), à une civilisation de l'électronique, du crédit, du consommateur. Sans doute n'est-ce pas l'abondance. Sans doute est-ce parfois la civilisation du gadget. Mais il y a convergence des classes et je ne peux imaginer un des techniciens de la Centrale Electrique Atomique de Chinon, se considérant comme un damné de la terre au bord du plus beau fleuve du monde.

Démographique : je parcourais l'autre jour les réponses de cinq « responsables » à une question « que faire ? » que leur posait Jean Boissonnat pour *La Croix*. Sans doute M. Rueff redoutait-il plutôt les nuages monétaires et M. Des-camps réclamait-il plutôt les 40 heures — mais chacun d'une façon ou d'une autre parlait de « croissance ». Et les trois autres aussi.

Fin du charbon. Croissance. Et troisièmement : un autre phénomène de convergence à l'échelle internationale celui-là : Europe aujourd'hui. Plus, demain. Assez suffisamment, pour qu'on puisse entrevoir un répit.

Ce sont ces trois forces-là qui font la France de 1962 et qui faussent complètement aujourd'hui le triptyque de Malraux, peut-être vrai hier.

A gauche, il s'est amenuisé. A droite (c'est une façon de parler), élargi. Ces deux transformations sont évidentes.

La troisième, la transformation qui concerne le « rien » intermédiaire, n'est pas évidente. Et pourtant, elle est. Si on ne la voit pas, c'est qu'on la traduit en termes de partis, de syndicats, de générations et, dès lors, on bute contre une forêt de points d'interrogation. Le plus souvent, on baptise la forêt « travaillisme ». On se demande alors si ce travaillisme est possible ou non, s'il va ou non profiter de ces forces qui ne vont plus au communisme, mais qui ne vont pas au gaullisme.

Je crois, pour ma part, qu'on n'en sortira pas si on continue à poser le problème ainsi.

En revanche, voici ce à quoi je crois : pour peu que le temps nous en soit donné, pour peu que les bases économiques et sociales de l'extrême gauche et celles de l'extrême droite soient réduites autant que possible par la convergence des classes, pour peu que le communisme devienne à peu près aussi rare que le camelot du roi (et pourquoi pas ?),

pour peu qu'aucun « nuage monétaire, » ou autre ne jette son ombre sur l'Europe (viable dans l'expansion, fragile dans la récession), pour peu que Khrouchtchev préfère en secret Kennedy à Mao Tsé-toung, alors nous irons vers une division de notre pays en deux fortes tendances qui ne devront pas grand chose aux générations, ou aux syndicats, ou aux partis, tels qu'ils sont.

Deux tendances ? Deux tempéraments. Déjà au lendemain du référendum, Edgar Faure notait la curieuse coïncidence du *oui* avec les pays de droit coutumier et du *non* avec les pays de droit écrit. Au lendemain des législatives, c'est un ancien ministre M.R.P. qui me disait : « Je me demande s'il n'y a pas deux races psychologiques en France. C'est en les ignorant peut-être que mon parti a perdu plus du tiers de ses voix. Deux tendances psychologiques : la chrétienne, la jacobine ».

Or, le régime présidentiel qui est désormais le nôtre est fait pour personnaliser ces deux tendances, ces deux aspects du tempérament national. Autrement dit, ce sont les prochaines élections présidentielles qui feront apparaître ce double nouveau visage politique de la France où les partis, les syndicats, les générations ne se reconnaîtront pas en tant que tels.

Ce sont les élections présidentielles qui nous donneront deux partis après avoir opposé deux hommes personnalisant deux tendances. Pourquoi penser plutôt à la Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis où la différence est moindre entre les deux grands partis ?

Pourquoi « travaillistes et conservateurs » ce qui ressemble à notre « droite et gauche » et pourquoi pas Républicains et Démocrates ; ce qui n'y ressemble pas ?

Pour l'instant nous en sommes aux citoyens isolés et aux nébuleuses politiques. Les adhésions sont pour demain.

Quant au « manichéisme » politique, pourquoi serait-il anti-démocratique, s'il est alternatif ?

Claude TERRIEN.

DIVERGENCES et CONVERGENCES

Les opinions qui viennent de s'exprimer se complètent quelquefois, et parfois s'opposent. Le débat reste donc ouvert, et il serait inopportun de vouloir trop tôt le conclure.

Plus les faits sont nouveaux et imprévus, plus il convient de les analyser avec soin et de se défier de toute tendance à théoriser prématurément. Il est du moins important que ces premières réactions d'hommes politiques, de syndicalistes, de journalistes bien faites pour stimuler la réflexion et l'imagination, ouvrent des perspectives et des voies nouvelles de recherche.

Presque tous s'accordent en effet à reconnaître qu'une mutation vient de s'opérer dans la vie politique française et que bon gré mal gré, il faut admettre désormais que la règle du jeu politique a changé, profondément et durablement. Le nombre des partenaires a diminué. Les centres d'intérêts, les objectifs, les moyens utilisés pour les atteindre ne peuvent plus être les mêmes.

Le sentiment d'une inadaptation croissante des structures politiques françaises aux conditions et aux besoins du monde moderne s'était manifesté à plusieurs reprises et notamment au cours des dernières années, et avec une force particulière, au Colloque de France-Forum à Saint-Germain-en-Laye, il y a un an. Ce sentiment a certainement contribué avec d'autres facteurs à l'échec des partis traditionnels. Aussi demeurerait-il capital de rechercher dans quelle mesure les changements observés dans les comportements politiques correspondent à des modifications de caractère sociologique. Peut-être trouverait-on là l'une des clefs permettant d'expliquer le présent et de mieux déchiffrer l'avenir.

D'ores et déjà, certaines des réponses à l'enquête de France-Forum esquissent les grandes lignes de stratégies nouvelles.

Bipartisme, création d'un centre, droit ou gauche, recherche du bon candidat aux élections présidentielles, regroupement des forces politiques sur d'autres bases ou à partir des formations existantes : autant de formules dont nos interlocuteurs ont cherché à mesurer les chances de succès et les risques d'échec.

Mais un certain nombre ne s'en tiennent pas là et insistent sur la nécessité de faire naître de nouvelles structures de liaison et de dialogue entre le peuple et le pouvoir, de créer enfin une démocratie vivante. Ils estiment même que la démocratisation de la vie politique suppose une démocratisation parallèle de toute la vie sociale.

Dans notre monde en rapide transformation, toujours en quête d'un surcroît d'organisation et d'efficacité, il devient de plus en plus nécessaire d'opposer aux tentations de la technocratie et de la bureaucratie, des institutions offrant au plus grand nombre d'hommes et de femmes la possibilité du maximum de formation personnelle et de participation aux décisions et aux responsabilités.

La politique doit en effet tenir le plus grand compte des faits, s'adapter aux évolutions en cours, utiliser les techniques modernes. Mais la politique c'est plus que cela, c'est la promotion d'un certain nombre de valeurs démocratiques, une humanisation des techniques, une conviction, un style de civilisation qui s'efforce de créer une harmonie entre les hommes et les choses, et de donner un sens à la vie qui dépasse les problèmes d'organisation et de répartition de la production.

Conservons présente à l'esprit la définition de Marc Sanguier selon laquelle la seule politique qui permette de construire une société à la mesure des aspirations et des dimensions de l'homme est la politique démocratique. « La démocratie est le régime qui porte à son plus haut degré le sens de la responsabilité civique et morale de l'homme ».

Une pensée démocratique qui serait réduite à une technique perdrait son âme, son sens, sa substance. Car la démocratie suppose toute une conception du monde, de l'homme, de l'histoire.

Jean AUBRY - Henri BOURBON.

AFRIQUE, quel sera ton visage ?

Les pages que nous publions ci-dessous constituent la conclusion du livre de notre collaborateur Georges Le Brun-Kéris « Afrique quel sera ton visage ? » qui paraîtra prochainement aux Editions Fleurus.

QUEL sera le visage de l'Afrique, dépassés les limbes d'une époque de transition ?

Il ne nous appartient pas de le dire, mais d'indiquer à quelles conditions ce visage sera vraiment le sien et non une image abâtardie soit de l'Europe, soit de l'Orient. Rien ne dépend plus que des Africains eux-mêmes. Encore, fraternellement, puis-je leur rappeler des vérités que je crois essentielles ; puis-je tenter de les détourner des rêves trompeurs !

Je m'en sens le droit. Je n'empiète pas sur leurs responsabilités. Je n'attends pas à leur indépendance. Car je suis demandeur. Je suis demandeur au nom de cette civilisation universelle qu'ils n'ont pas le droit d'amputer de leur apport. Je suis demandeur, parce que j'attends pour le monde leur richesse sacrale, leur esprit de communauté, leur virginité a-historique de peuples de la Durée. Ils nous sont plus nécessaires qu'ils n'en ont conscience et fierté.

Voilà pourquoi, au nom de tous les hommes, j'exige de l'Afrique qu'elle se retrouve elle-même et d'abord qu'elle se connaisse. J'aurais choqué beaucoup de mes frères africains en les détournant de retracer leur Histoire confuse et brillante. C'est qu'ils ont mieux à faire : non relever les épisodes ou les accidents d'un passé glorieux mais lointain, mais plutôt sans souci de ces épisodes décanter pour nous leur essence. Peu nous importent les royaumes du Ghana ou du Mali, à jamais morts même si on en ressuscite abusivement les noms. L'Afrique n'a pas besoin d'historiens, mais d'ethnologues. Plutôt que les heurts passés des royaumes et des empires, qu'on recueille les témoignages d'une civilisation menacée. Peu nous importent les vagues de cet océan, mais la richesse de ses profondeurs. Nous attendons de connaître la tradition du forgeron, les contes du soir en pays baoulé, les proverbes et les chansons : une sagesse qui tous nous ennoblira. En Europe, nous mêmes consacrons trop d'études à l'histoire des faits au lieu de nous attacher à l'histoire des civilisations : nous avons inoculé ce virus à l'Afrique.

Réforme de l'Enseignement

Sur le stuf de la sagesse africaine pourra se bâtir un enseignement authentique. La première réforme, pour que

l'Afrique retrouve son visage est sans doute celle de l'enseignement, à tous les degrés. Rien dans cet enseignement n'est aujourd'hui pensé ni par l'Afrique, ni pour l'Afrique. Certes, l'enseignement primaire doit comporter les quatre opérations et les données élémentaires nécessaires à une époque de progrès technique. Mais il doit se défaire de toute idéologie européenne et d'un rationalisme dévastateur. Il doit savoir en appeler au raisonnement analogique. Je souhaiterais que les anciens du village y collaborent ; qu'à côté des sciences utilitaires, à quoi l'instituteur se cantonnerait, soit enseignée la sagesse africaine.

Quant à l'enseignement supérieur, une de ses tâches serait de perpétuer les connaissances africaines. En Europe, nous avons perdu beaucoup de ce que nous savions, et nous mépris nous a valu d'inutiles cheminements. Nous tenons de Démocrite que Malchus le Phénicien avait deviné la divisibilité de l'atome. Thalys avait compris que la Voie Lactée était un agrégat de systèmes solaires. On trouve dans les Vedas la théorie de la vaccination. Le Moyen Age, avec les applications de Roquefort sur les plaies purulentes, pratiquait le pansement aux antibiotiques. Les guérisseurs utilisaient la pénicilline des ossements humains... Je n'en finirais pas d'énumérer. Aussi bien n'est-ce pas mon dessein, mais de faire sentir que l'Afrique, elle aussi, détient des secrets qu'il ne faut pas laisser perdre. De même, l'enseignement devrait faire une large part aux institutions traditionnelles de l'Afrique, en vue de leur accommodement à la vie moderne.

La Communauté du Village

Ce serait là, pour lui, un rôle important. L'Afrique actuelle est un contreplaqué d'institutions à l'europpéenne, sans rapport avec ses institutions propres qu'on laisse peu à peu déperir. Voilà pourquoi, par exemple, les coopératives apparemment si nécessaires, n'ont rencontré que des échecs. On n'a pas su les modeler sur la Communauté villageoise. Pourtant, seule la coopérative pourrait établir la communication entre le secteur moderne de l'économie et le secteur traditionnel. Elle est nécessaire à l'Afrique, encore faudrait-il qu'elle fût africaine. Les Sociétés Indigènes de



Prévoyance — si décriées et non sans motif — étaient à ce point de vue d'une heureuse inspiration. Notre Administration les a détournées de leur fin : elles ont été non l'affaire du village, mais celle du Commandant. Pourtant leur principe était juste : utiliser la communauté du village comme cellule de base de l'économie. Les abus de la colonisation ne devraient pas écarter les Africains de ce principe.

Car la première tâche est de sauver la vie du village, tout en l'adaptant à l'époque.

Ainsi éliminerait-on beaucoup des structures de refus que nous avons rencontrées. L'éthique communautaire se perpétuerait au moins le temps que l'Afrique se forme à une morale personnelle. Cette formation peut être lente, très lente, même, et l'Afrique ne doit pas stopper entre deux morales.

Éthique Communautaire, morale personnelle

L'acquisition d'une morale personnelle est, pour une large part, liée à la restauration de la famille. La famille élargie s'effondre ou dégénère en parasitisme : je ne crois pas qu'on la puisse sauver. L'avenir de l'Afrique réside donc tout entier dans la formation de vrais foyers. Son ancestrale mystique familiale devrait être orientée vers la constitution de ces foyers. Pour cette tâche, comptons avant tout sur l'influence des religions, notamment sur l'Action Catholique. Sur ce plan, des expériences très intéressantes ont eu lieu, notamment en Côte d'Ivoire, dont la généralisation est souhaitable.

De vrais foyers réduiraient les principales structures de refus au développement, non seulement en introduisant peu à peu la morale personnelle, mais en éliminant les excès sexuels qui entravent l'essor africain. L'Afrique tout le jour somnole de ses nuits trop ardentes. Le rendement de l'ouvrier s'en ressent : celui de l'homme d'Etat aussi. Une morale conjugale aurait un effet même économique certain.

Les Gouvernements peuvent y contribuer, non par une intrusion indiscrète, mais par une politique de l'habitat dans les villes. Ce n'est pas en vain que le mot foyer signifie à la fois l'âtre, centre matériel de la maison, et le couple. La demeure conditionne la stabilité conjugale. Elle permet cette intimité sans laquelle il n'est pas de morale du couple.

La morale, restaurée dans les villes, gagnera ces campagnes qu'actuellement elles pervertissent. Mais la restauration éthique des villes suppose elle-même l'élévation du niveau de vie rural. Sans quoi les campagnes continueront de se déverser en parasitisme sur les faubourgs. Tous les couples seront comme englués de petits cousins. Je regrette, et je l'ai déjà dit, que, dans les Plans africains, les campagnes n'aient droit presque toujours qu'à la part du pauvre. Pourtant, même les villes ne sortiront du sous-développement que si les entourent des campagnes florissantes. On ne crée pas des îlots durablement prospères s'ils baignent dans un océan de misère. Non pas que je préconise, en faveur de la brousse, quelques grands travaux spectaculaires dans le style néfaste de l'Office du Niger. Tout devrait se faire à l'échelle du village, pour en même temps lui redonner vie : petits barrages, centres communaux de traitement pour le bétail, etc... Ces réalisations, le village en aura le soin et la charge. Ainsi s'entretiendra une conscience communale. Le sentiment d'une responsabilité, le caractère exaltant de toute entreprise collective, la joie qui renaîtra dans les villages retiendront les jeunes encore plus peut-être que le mieux être. Toute prospérité africaine passe par la résurrection des villages.

Peut-on pourtant développer les villages, s'ils doivent porter à coups d'impôts un appareil étatique disproportionné aux ressources du pays ? Une certaine politique de vanité à quoi se laissent entraîner les plus sages, tue l'Afrique. Le Sénégal soutiendra-t-il longtemps sans s'y ruiner quelque trente-deux postes diplomatiques ou consulaires ? Le

Dahomey a ouvert une ambassade à Haïti : quels intérêts y défendra-t-elle ? Aussi néfaste la politique des constructions somptuaires. Quand le Président d'une République, très soucieux pourtant de la prospérité de son peuple, construit un palais de trois milliards C.F.A. après avoir rasé sur son emplacement un autre palais fort moderne, non seulement il gaspille des sommes avec lesquelles il pouvait enrichir ses paysans, mais il crée pour son budget une charge d'entretien qui peut atteindre annuellement le tiers de l'investissement primitif. On me répondra que nous Français, nous nous glorifions de Versailles et que les Africains ont droit à la même fierté nationale. Sans doute... Pourtant je ne passe jamais devant Versailles sans songer que si Louis XIV avait investi en manufactures de drap ou en assèchement de marais les sommes qu'il a englouties dans ses palais, la prospérité de la France vaudrait celle des Etats-Unis.

Un certain excès dans le train de vie des dirigeants entraîne presque fatalement la concussion. Or, entre développement et concussion, la contradiction est absolue. Heureusement, pour l'Afrique, si la concussion parfois y sévit, presque nulle part elle n'est vraiment enracinée. Mais il ne faudrait pas la laisser croître, sinon le continent noir s'y enliserait comme s'y est enlisée l'Asie. La concussion est, de toutes les structures de refus au développement, la plus décisive. Non seulement elle démoralise, mais elle contribue, comme je l'ai déjà dit, à faire de la société une pyramide à l'envers, les postes n'étant plus appréciés pour leur utilité sociale mais pour leurs profits latéraux. Elle secrète un néo-féodalisme qui enserre la société, la condamnant au retard. Elle jette sur le pays comme un filet de stagnation.

La démagogie politique est à peine moins pernicieuse : elle donne dangereusement le pas au spectaculaire sur l'efficace. Surtout elle permet de redoutables « transferts ». On ne cherche plus la cause des difficultés et des retards dans telle ou telle lacune des structures économiques et sociales à laquelle il conviendrait de remédier, mais dans des situations politiques antérieures ou dans le comportement d'autres puissances. Ainsi perpétue-t-on les lacunes et les laisse-t-on s'institutionnaliser.

Bâtir une économie

En Afrique, les partis devraient « dépolitiser », si j'ose dire, la politique et s'attacher à des tâches concrètes. Leur « unicité », l'absence d'opposition organisée le leur permettent. Ils devraient se consacrer à des besoins précises que certains d'entre eux ont tendances à négliger, telles que l'organisation d'une coopération modelée sur le village ou la réalisation de petits travaux communautaires. Il faudrait que pour un temps, le parti unique « débarrassât » l'Afrique de la politique.

Or, la première tâche est de bâtir une économie. La bâtir d'abord par le village. Mais aussi procéder à une saine industrialisation. Certains de mes propos ont pu prêter à contresens. Je crois qu'il faut « démystifier » l'industrialisation : je n'en considère pas moins qu'elle est nécessaire. Les Africains doivent diversifier leur économie, redresser leur balance en produisant plus de produits manufacturés. Seulement, toute industrialisation n'est pas bonne : mal pensée, loin de soulager l'économie, elle la grève. J'en pourrais citer bien des exemples.

Le moteur de l'industrialisation ne doit pas être la volonté de monter des usines fumantes, mais de produire ce qui trouve effectivement un débouché. C'est dire qu'elle sera précédée par une étude extrêmement précise du marché, de façon à déterminer non seulement les grandes catégories de produits consommés, ce que permettent de savoir les statistiques douanières, mais les qualités effectivement recherchées et la répartition géographique des consommations. Sachant ainsi, avec le maximum de précision, ce qu'il faut produire, on procédera d'aval en amont, comme le saumon remonte le cours des rivières. On me dira que j'affirme des vérités élémentaires, peut-être... Mais dans un

Etat africain n'ai-je pas vu projeter la création d'une filature sans qu'il y ait de tissage pour en absorber les filés ? Pour prendre l'exemple du vêtement, que cette anecdote me suggère, on commencera par la confection, qui présente, comme presque toutes les industries d'extrême aval, l'énorme avantage de comporter le maximum d'emploi au capital investi. Ce n'est pas la moindre raison pour procéder d'aval en amont. Sur la base de la confection, et grâce peut-être à l'enrichissement qu'elle aura permis, on remontera à la manutention (teinture et apprêt), dut-on importer des tissus écus. Puis, en une nouvelle étape, on établira un tissage. En dernier lieu seulement viendra la filature. Ainsi l'industrialisation sera-t-elle toujours proportionnée au marché. On évitera de coûteux déboires.

L'indépendance économique

Ayant conquis l'indépendance politique, les Africains répètent qu'ils veulent acquérir l'indépendance économique. Le souhait est légitime, mais l'expression ambiguë. En vertu d'un parallélisme faux, on donne à penser que la voie de l'indépendance économique est la confiscation des entreprises européennes. Un tel risque est dévastateur, car il empêche les réinvestissements comme les investissements nouveaux quand il n'entraîne pas un désinvestissement par le rapatriement des capitaux. Une indépendance économique mal comprise peut stériliser le Continent Noir. Deux voies au contraire s'ouvrent à l'Afrique pour assurer son développement. La première est la patiente création d'un capital vraiment africain. On y parviendra par le commerce. Malheureusement beaucoup de Républiques africaines procèdent à rebours du but qu'elles veulent atteindre. Elles tentent de monopoliser au profit de l'Etat le commerce extérieur. Cela créera quelques postes de fonctionnaires, mais n'aboutira pas à la naissance d'une bourgeoisie commerciale. Mieux vaudrait, pour un temps au moins, maintenir au commerce d'importation et d'exportation son caractère privé, quitte à réduire le nombre des compagnies commerciales afin d'éviter les abus de la concurrence et surtout les crises périodiques dues aux importations spéculatives. Mais à ces importateurs devraient être interdits le commerce de demi-gros et le commerce de détail : ceux-ci seraient l'apanage exclusif des Africains. Ainsi s'enrichiraient-ils. Ils acquerraient le sens de la propriété commerciale. En une génération, ils deviendraient aptes au commerce international.

La seconde voie vers l'indépendance économique est l'association avec l'Europe. Un très grave péril menace l'Afrique : il vient des pays à bas salaires ou à commerce d'Etat. La tentation est forte, pour une Afrique à niveau de vie peu élevé, de tenter d'acheter à bon marché. Mais elle ne s'industrialisera jamais aux prix asiatiques. Chaque article importé à bas prix est la souscription d'un nouveau pacte colonial, au profit de l'Asie cette fois-ci, par lequel l'Afrique se condamne à être éternellement un fournisseur de matières premières et un importateur de produits manufacturés. L'Afrique se trouve, c'est un fait, dans une certaine aire de prix : celle de l'Europe. Elle ne prospérera qu'en s'organisant dans cette aire, qu'en s'associant avec les autres participants à cette aire. Car elle ne se fera pas seule. Le « fara da se » est une tentation romantique. On parle beaucoup des « surprises ». Le terme prête à contresens. Il supposerait, pour la plupart des marchandises, un véritable cours mondial auquel se référer. Or, il n'y a plus de cours mondial. Du moins a-t-il été faussé par tous les « dumping ». Il est faussé aussi par la misère de l'Asie. Le cours mondial, c'est l'alignement sur la famine. L'Afrique a cette chance de pouvoir, par une association avec l'Europe, entrer dans une zone de prospérité. En Europe, elle achète plus cher que le prétendu cours mondial, mais justement à un prix auquel elle peut elle-même produire, préservant ainsi les conditions de sa libération économique. Parallèlement, elle y vend plus cher (on sait quel prix la France

paie, par exemple, son café), se prémunissant ainsi contre une nouvelle dégradation de ses niveaux de vie. Et si elle se montre résolue dans cette politique d'association à une zone de prospérité, elle attirera automatiquement les capitaux.

Socialisme africain

On parle beaucoup de socialisme africain. Le mot comporte le danger de pouvoir charrier des arrière-pensées marxistes. Pourtant, ce continent ne se développera que dans un certain socialisme, pourvu qu'il soit original, c'est-à-dire vraiment africain. Et d'abord, ce doit être un socialisme agraire. Mieux vaudrait parler plutôt d'organisation communautaire que de socialisme : l'organisation de la collectivité économique du village. Dans les villes, le commerce de détail, dont il faut assurer le monopole aux Africains, pourra lui aussi revêtir une forme coopérative. Pour briser les structures de refus, l'esprit communautaire des Africains est un admirable instrument.

A condition que cet esprit communautaire ne se referme pas sur lui-même. Le plus grave obstacle au développement africain réside dans la balkanisation économique du continent. L'esprit de clan s'est dangereusement emparé de ces jeunes Etats. Ils se murent entre leurs étroites frontières. Or on ne développe pas des marchés de cinq cent mille à trois millions d'habitants. Les Plans, élaborés Etat par Etat, deviennent des machines à concurrence. On ne les réalisera d'ailleurs jamais. Personne n'investira sur des marchés trop étroits pour permettre la production de série. Tout cela, les Africains le savent. Ils clament leur volonté d'union... Mais comme les choristes de l'Opéra hurlent « Marchons ! Marchons ! » en demeurant immobiles. Des tentatives ont lieu, pourtant, dont la plus sérieuse est l'Organisation Africaine et Malgache de Coopération Economique. Elle est servie par certains des meilleurs fonctionnaires d'Afrique et de Madagascar. Mais que d'obstacles elle rencontre ! Que de mouvements centrifuges elle doit briser ! Pourtant l'essor africain est au prix de sa réussite.

Je ne prétends pas être exhaustif. J'essaie surtout de rappeler quelques vérités premières — trop souvent méconnues. J'essaie de répéter à mes frères Africains quelques conditions de leur essor. J'en ai le droit, car, encore une fois, tout homme a le droit d'exiger d'eux qu'ils contribuent à la civilisation par leur apport irremplaçable. Mais je ne voudrais pas indiscrètement me substituer à eux. Leur responsabilité leur est propre.

Discretion que je souhaiterais exemplaire. Autour de l'Afrique, les conseillers abondent. Chacun propose une recette. Les marchands de la panacée se précipitent. Or, il n'est pas de recette, sinon le courage. Il n'est pas de panacée, sinon que l'Afrique se retrouve elle-même.

J'écris par un jour pluvieux d'Europe, sur une terre extrême-occidentale où les grands pins balancent dans un ciel gris. J'évoque les plages d'Afrique sous le rutillement du Soleil. Les cocotiers cisèlent de mouvantes ombres sur le sable. J'entends dans mon cœur gronder la barre où se lancent les piroguiers. Puis je remonte vers le sahel. J'ère en esprit dans les rues couleur de safran de ses villes basses. Se lève la lune des nuits d'Afrique, son croissant horizontal comme une barque, au-dessus des échoppes qu'éclairait chacune un quinquet. Par delà le fleuve, j'entends s'entre-froisser les hautes tiges du mil. Afrique, mon Afrique que j'ai tant aimée...

Mais surtout dans ma mémoire revit un visage, un visage éclatant d'adolescent, un visage si pur qu'on le dirait d'un archange. Je voudrais tant que l'Afrique de demain aie ce visage ! Quelle apporte à notre monde vieilli cet étincelant sourire, la limpidité de ce regard ! Je voudrais tant qu'elle ne soit pas demain je ne sais quelle caricature de l'Europe ou de l'Orient, mais fraîche, née de la Durée, l'Afrique.

Georges LE BRUN-KERIS.

Après la crise cubaine :

NOUVELLES PÉRIPÉTIES DE LA DESTALINISATION

par François Fejto

LA réunion du Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., fin novembre à Moscou, a prouvé une fois de plus que le phénomène essentiel de la vie politique soviétique est la lutte, au sein du Parti, des deux tendances majeures : libérale et conservatrice. Les débats souvent tortueux, allusifs, difficiles à saisir, du Comité ne s'éclairent que si on les place dans la perspective de cet affrontement quasi chronique où Khrouchtchev — qui est avant tout un pragmatique — s'efforce de se tenir au centre pour jouer un rôle d'arbitre suprême.

Ainsi, le rapport-fleuve qu'il a présenté au Comité

*Nous avons enlevé Staline du Mausolée.
Mais comment l'arracher du cœur de ses héritiers ?*

Central le 19 novembre 1962, traduit nettement une intention de synthèse, un désir de concilier ce qui est bien difficilement conciliable : le centralisme à outrance et la décentralisation, l'inflation bureaucratique et la débureaucratisation.

Qui sont les conservateurs ?

Dans l'aide-mémoire que le chef du gouvernement soviétique a élaboré à la veille de la réunion du Comité Central, Khrouchtchev s'est plaint des éléments « dogmatiques » qui lui mettent des bâtons dans les roues, sabotent l'exécution des décisions gouvernementales notamment dans les campagnes. Qui sont ces éléments dogmatiques ? Le poète Evtouchenko, dans un poème publié récemment dans la *Pravda* se chargea de répondre à cette question. Ce sont les staliniens, a-t-il dit, les héritiers de Staline qui s'opposent à tout renouveau.

*« Nous l'avons enlevé du Mausolée
Mais comment l'arracher du cœur de ses héritiers ? »*

Or, certains de ces « héritiers », les chefs de file du stalinisme, comme Malenkov, le plus redoutable rival de Khrouchtchev, ont été écartés de la vie publique ; mais « dans leur for intérieur », dit Evtouchenko, ils pensent que leur retraite n'est que provisoire ». Khrouchtchev doit toujours craindre qu'au moindre faux pas, ces ombres du passé ne reviennent et cela d'autant plus que, somme toute, Malenkov n'a pas laissé de si mauvais souvenirs en U.R.S.S. C'est lui qui le premier avait lancé le mot d'ordre de « priorité aux consommateurs », ce qui a été perçu, en 1953, comme un slogan révolutionnaire.

Puis il y a les « crypto-staliniens », qui vont, selon le même Evtouchenko, « jusqu'à critiquer Staline du haut des tribunes, tout en regrettant la nuit, le bon vieux temps ». Ces nostalgiques du stalinisme à la direction soviétique, il est difficile de les identifier, précisément parce que nous ne connaissons que ce qu'ils

disent « du haut de la tribune », et ne savons pas à quoi ils rêvent la nuit. Mais il apparaît, à l'analyse des discours officiels que certaines hautes personnalités, comme Michel Souslov (voir notamment son récent discours au congrès du Parti bulgare) emploient volontiers des termes d'une résonance stalinienne tels que « vigilance », « pureté de la doctrine » ; elles aiment souligner « la nécessité de la lutte contre le révisionnisme ». On peut supposer d'ailleurs qu'un Souslov qui avait occupé dans la hiérarchie soviétique du temps de Staline une position plus élevée que Khrouchtchev, pourrait avoir des visées sur le pouvoir.

Cependant les gros bataillons du sectarisme, du conservatisme, du communisme dogmatique se trouvent sans aucun doute dans l'administration provinciale du Parti et de l'Etat. Au centre, à Moscou, à Léninegrad, dans les grandes villes, Khrouchtchev a réussi à faire pénétrer un peu de son esprit réformiste, modérateur. Mais au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale, on quitte aussi le domaine du khrouchtchévisme pour revenir vers le passé stalinien. Aussi, bien souvent, les directives réformistes sont-elles exécutées par les autorités de province de manière si déformée qu'elles en deviennent méconnaissables. Citons un exemple : Khrouchtchev avait lancé au printemps une campagne en vue de confier à des familles paysannes un certain secteur déterminé de la propriété collective dont elles auraient l'entière responsabilité. Dans beaucoup de provinces, on a traduit cette directive par une nouvelle offensive contre les lopins de terre individuels.

C'est sans doute cette opposition sournoise de l'Appareil conservateur qui constitue une des raisons de la réforme proposée par Khrouchtchev au Comité Central et qui préconise le « dédoublement » de l'Appareil du parti, qu'il veut scinder en deux, une partie devant s'occuper uniquement de l'agriculture et l'autre de l'industrie. Khrouchtchev pense probablement qu'il verra plus facilement à bout de la résistance d'un Appareil divisé et assoupli. Ce qui est à voir.

Le progrès du libéralisme

On a enregistré ces derniers temps une forte pression des libéraux soviétiques dont les principales forteresses sont les Instituts de recherche, l'Université et diverses sections de l'Académie des sciences. L'opinion soviétique s'est passionnée pour le grand débat qui se déroulait dans des réunions publiques, dans la presse, à la radio et dont les principaux promoteurs, les économistes libéraux Birman, Berman et Liberman, réclamaient la réforme de la planification de fond en comble, la refonte du système des prix et des salaires.

On a pu juger de l'audace de ces réformateurs qui veulent doter les entreprises soviétiques d'une très grande liberté d'action, à la lecture d'un article du Professeur Liberman dans la *Pravda* du 7 octobre : l'économiste y suggérait d'encourager les entreprises à augmenter leurs chiffres d'affaires en instituant un système de primes de rendement *proportionnel à leurs bénéfices*. « Ainsi, écrivait-il, les usines n'auront plus d'intérêt à cacher leurs réserves de productivité pour que leur plan ne soit pas élevé ». On voit bien que les propositions de Liberman équivalent à la réintroduc-

« K » et Ulbricht.

Attachement à la politique léniniste de coexistence pacifique.

tion du profit comme indice de rentabilité des entreprises. C'est un signe des temps qu'on puisse, dans la Russie de 1962, sérieusement discuter de tels projets qui mettent en question les fondements même du système économique du pays.

Cependant, étant donné l'ampleur de la résistance opposée par les agents de la planification centrale à ces projets, Khrouchtchev paraît avoir pensé que les conditions n'étaient pas mûres encore pour leur réalisation. Il a proposé de confier l'étude des réformes à des commissions de techniciens. Le fait qu'aussitôt après la fin de la session du Comité Central, la discussion a rebondi dans la presse, montre qu'il ne s'agissait pas là d'un enterrement définitif des plans.

Les libéraux se sont manifestés également à la veille du Comité Central, dans le domaine agricole qui reste le talon d'Achille du système soviétique. A ce propos il est intéressant de noter que le nouveau *Manuel de l'histoire du P.C. soviétique* critique avec une violence sans précédent les erreurs commises par Staline en 1929-1930, sur le plan de la collectivisation — de cette collectivisation dont l'agriculture soviétique ne s'est toujours pas relevée. « Staline, dit le Manuel, n'a pas tenu compte de l'attachement de la paysannerie à la propriété privée, il a sous-estimé l'attachement de la paysannerie à son mode de vie traditionnel, il n'a pas écouté les organisations du Parti qui l'avaient mis en garde contre toute impatience. »

C'est là un nouveau son de cloche dont on retrouve aussi l'écho dans la revue officielle de l'historiographie soviétique, *Les problèmes d'histoire*.

L'opinion libérale a obtenu d'autres satisfactions encore, lors du dernier Comité Central. D'un côté, Khrouchtchev a annoncé la fusion de la commission du contrôle du Parti et de la commission du contrôle d'Etat, ces deux Appareils aussi lourds que redoutables qui ont présidé, du temps de Staline, aux grandes purges et aux déportations.

De l'autre côté, la grande revue moscovite *Novi Mir* a publié un récit « vécu » sur la vie d'un camp de concentration du temps de Staline, sur les terribles souffrances endurées par les victimes des purges, presque toutes innocentes. C'est la première fois qu'on touche délibérément en Union Soviétique à ce sujet tabou, ce qui explique l'immense émotion suscitée par la publication du récit.

« K » et Gomulka.

D'accord sur la politique de déstalinisation.

On a su immédiatement que le directeur de « *Novi Mir* », le poète Tardovski, avait soumis le texte à Khrouchtchev, avant de le publier et que le chef du gouvernement a personnellement donné le feu vert pour l'impression. Ce qui illustre l'importance qu'il attache à la poursuite de la déstalinisation. Celle-ci constitue pour Khrouchtchev une arme politique majeure. Et en même temps un moyen de diversion. S'il est vrai, en effet qu'il n'a pas réussi à augmenter sensiblement le niveau de vie de la population, il veut apparaître au moins comme le garant d'une certaine légalité, garant de la libéralisation, du non-retour au passé terrible. A Moscou frileuse qui manque de pommes de terre, Khrouchtchev offre comme compensation un sentiment de sécurité et la condamnation définitive de l'épouvantail stalinien.

Enfin, à l'occasion de la Journée de la Constitution, célébrée en U.R.S.S. le 6 décembre, la *Pravda* a rappelé que la nouvelle constitution, en cours de préparation, proclamera — comme cela était d'ailleurs prévu par le nouveau Programme du Parti soviétique adopté en 1961 — la fin de la dictature du prolétariat et l'avènement de l'Etat communiste, de l'Etat qui appartiendra au peuple tout entier.

On sait que l'annonce de ce changement de titre a provoqué un véritable tollé de protestations chez les Chinois et les Albanais aux yeux desquels l'abandon par Khrouchtchev de la « dictature du prolétariat » est la preuve suprême de sa « trahison » et de sa « collusion avec les impérialistes ». Mais le chef soviétique n'a pas tenu compte de ces clameurs.

Khrouchtchev, l'armée et les « néo-staliniens »

On avait pu s'interroger, au lendemain de la crise cubaine, si les adversaires de Khrouchtchev à l'intérieur de son Parti, au même titre que les Sino-Albanais, n'exploiteraient pas contre lui les concessions qu'il s'était

vu obligé de faire aux Etats-Unis ? Or, dès le 7 novembre, date de la célébration du 45^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, aucun doute n'était plus possible à cet égard. Le fait que l'éloge traditionnel de la Révolution d'Octobre ait été confié à un familier de Khrouchtchev, le premier vice-président Kossyguine, était en lui-même significatif. En effet, tout le discours de Kossyguine a été une plaidoirie ardente et habile en faveur de la politique du chef du gouvernement.

« *Fallait-il céder ?* » — a-t-il demandé, formulant à haute voix la question qui était dans l'esprit de tous. « Oui », répondit-il sans hésitation, « cela valait la peine d'être fait, car les concessions étaient réciproques ». Le peuple soviétique, comme d'ailleurs tous les peuples du monde, doivent savoir gré à Khrouchtchev d'avoir sauvé la paix, tout en écartant de Cuba le danger de l'invasion américaine, a-t-il expliqué en substance.

C'était là, cela continue d'être le principal thème de la propagande soviétique qui sera répercuté aux congrès communistes de Sofia, de Budapest, de Prague et de Rome. Pour la diffuser, Khrouchtchev a mobilisé tout l'appareil soviétique, il a appelé à la rescousse le « groupe des vieux bolchéviks », toujours prêts à manifester leur attachement à la personne et à la politique du chef du gouvernement et même le vieux maréchal Vorochilov qui a beaucoup de choses à se faire pardonner. Tous ont loué la grande maîtrise de soi, la sagesse et le sang-froid dont Khrouchtchev avait su faire preuve afin de dénouer la crise, tous ont justifié la confiance qu'il avait placée dans la parole de Kennedy.

La voix de l'Armée n'a pas fait défaut dans ce concert d'approbations. Le maréchal Malinovski apportait, dans son ordre du jour du 7 novembre, sa caution « à la sage et opportune décision de mettre fin à la crise internationale provoquée par la menace d'une intervention américaine à Cuba et de prévenir un conflit armé ». Ce par quoi il a démenti les rumeurs qui circulaient à Moscou sur d'éventuelles frictions entre Khrouchtchev et l'état-major. Il y a toute raison de croire que Khrouchtchev avait déclenché, puis résolu la crise cubaine en plein accord avec le Pentagone rouge.

Quant au groupe des « néo-staliniens », dont nous avons parlé plus haut, il s'est également manifesté par la voix de Souslov qui représentait à Sofia la direction du Parti soviétique. Souslov laissa entendre que lui et ses amis accordaient leur plein soutien à Khrouchtchev pour la politique extérieure qu'il préconisait.

Dans l'ensemble, Khrouchtchev a donc gardé toute son emprise sur le Parti soviétique. Il a pu affronter la session du Comité Central avec la certitude de ne pas être désavoué. De même, les chefs des pays satellites qui défilaient un à un à Moscou pour entendre les explications de Khrouchtchev, l'ont assuré de leur confiance et de leur soutien.

Une confiance qui, soulignons-le, n'est pas sans nuances et chez certains, sans réserves. Il convient de ne pas perdre de vue le fait que depuis quelques années, la situation dans les Démocraties populaires s'est beau-

coup diversifiée. Les directions communistes de ces pays bénéficient d'une autonomie beaucoup plus large qu'autrefois, ce qui laisse apparaître, dans la politique qu'ils adoptent, des différences notables, tant dans le domaine extérieur qu'intérieur. *Les Princes satellites ne sont plus des témoins passifs, des exécutants.* Ils sont conscients du fait que leur appui est indispensable à Khrouchtchev dans la lutte qu'il mène contre la fraction « chinoise ».

Aussi, semble-t-il, qu'au lendemain de ces décisions dramatiques, Khrouchtchev s'est trouvé face à ses « princes satellites » dans une situation semblable à celle de Kennedy à l'égard de ses principaux alliés : il lui fallait justifier non seulement le *pourquoi* de ses décisions, mais aussi s'excuser de n'avoir pas procédé en temps voulu aux consultations que le Pacte de Varsovie prévoit tout autant que le Pacte Atlantique.

Cela vaut surtout pour Gomulka : on a pu remarquer, durant toute la crise, une attitude ostensiblement réservée des autorités de Varsovie. Celles-ci paraissaient surprises par l'existence de bases soviétiques à Cuba. Si des « ultra » pouvaient reprocher à Khrouchtchev d'avoir *trop cédé*, il semble que les Polonais (comme aussi certains éléments influents du P. C. italien) aient exprimé quelque étonnement devant l'« aventurisme » de la politique soviétique à Cuba, jurant avec les principes khrouchtchéviens que Gomulka avait toujours soutenus avec tant d'ardeur.

Il est cependant évident — et Gomulka n'a pas manqué de le souligner dès son retour à Varsovie, le 5 novembre — que la Pologne était satisfaite de la ligne adoptée par Khrouchtchev dans son message du 28 octobre, du « sens des responsabilités » dont il avait fait preuve. Cette ligne rencontra la même compréhension à Budapest, où Janos Kadar, comme l'a montré le Congrès de son Parti, mise nettement sur l'apaisement et la détente. Le rebondissement de la guerre froide ne pourrait-il pas remettre en question la victoire que le chef du Parti hongrois vient de remporter sur les rakisistes et autres staliniens ? Kadar ambitionne de réaliser, dans les limites de l'alliance avec l'U.R.S.S., les principaux points du programme d'Imre Nagy, exécuté en 1958. Une aggravation de la tension internationale le priverait des fruits d'une politique de « juste milieu » menée non sans talent depuis plusieurs années.

Toute autre était la situation en Bulgarie dont le chef, Todor Jivkov avait fait *une visite éclair* à Moscou avant d'annoncer le limogeage de son principal rival, le premier ministre Yougov, et l'éviction définitive des principaux staliniens du Parti, dont plusieurs connus pour leurs sympathies pro-chinoises.

Certes, on a pu considérer comme une preuve supplémentaire de la solidité de la situation de Khrouchtchev cette purge. Il est en effet peu probable que le Comité Central bulgare, — divisé depuis 1956 sur les problèmes de la déstalinisation, des rapports avec la Yougoslavie — aurait choisi ce moment précis pour expulser les chefs de la fraction anti-Khrouchtchev et peut-être pro-chinoise, si les rapports de forces, au sein du Parti soviétique, avaient changé au dépens de ce dernier.

Certains observateurs sont allés jusqu'à mettre en

rapport la chute de Yougov avec la crise cubaine. Selon le correspondant de l'Agence yougoslave à Sofia, Yougov aurait critiqué l'attitude de Khrouchtchev dans cette crise ; selon d'autres, il aurait préparé, sur l'inspiration des Chinois, un coup de théâtre qui aurait fait basculer la Bulgarie dans le camp sino-albanais. J'avoue que ces suppositions me laissent incrédule. D'après des informations reçues de Sofia, le sort de Yougov aurait été scellé dès le début de septembre, lors d'une session du Comité Central qui a confié à Todor Jivkov la présentation de l'unique rapport au Congrès convoqué pour novembre.

Toujours est-il qu'à Sofia, avec l'élimination surtout de Tchervenkov, l'homme fort du régime et dont même les pires adversaires ne nient pas les grandes capacités, et l'autorité politique — *l'un des derniers bastions du stalinisme impénitent est tombé en Europe orientale.* Les Yougoslaves s'en sont vivement félicités et pour cause, étant donné que les leaders expulsés étaient

Avant le retrait des fusées soviétiques de Cuba.

« K » et Castro.

tous des adversaires connus d'un rapprochement avec Belgrade.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que la crise politique bulgare a éclaté sur un fond de pénurie, de difficultés économiques aggravées par l'inflation. Pour consolider la position de son « féal » Jivkov, Khrouchtchev devra donc apporter à la Bulgarie une aide économique considérable. Et cela d'autant plus que Jivkov a besoin de trouver rapidement une compensation pour la blessure d'amour-propre national que représente pour beaucoup de Bulgares une ligne politique axée sur l'amitié envers la Yougoslavie.

C'est là sans doute la raison pour laquelle Jivkov — nonobstant la crise économique — a annoncé le développement accéléré de l'industrie lourde de son pays avec l'aide du KOMEKON. Il veut démontrer que les ambitions nationales du pays trouvent leur meilleur épanouissement dans une coopération avec Khrouchtchev qui se montre plus compréhensif que Staline à l'égard des aspirations des pays sous-développés du Bloc de l'Est. D'autre part, Souslov et Ilytchev ont dû apporter à l'Appareil du Parti bulgare la garantie que l'éviction des staliniens ne portera pas préjudice à l'influence du Parti, à sa discipline, à sa cohésion doctrinale. Le P.C. bulgare continuera à être un parti dur.

En Tchécoslovaquie, Novotny, menacé d'être emporté par la vague de déstalinisation, a réussi à éliminer son principal rival, l'ancien ministre de l'intérieur, Rudolf Barak, considéré comme homme de confiance de Khrouchtchev et qu'il fit condamner en février dernier à quinze ans de prison. Manœuvrier habile, soutenu par une équipe dont la cohésion ne paraît pas entamée, Novotny a mis ensuite à profit la crise cubaine pour obtenir, en contrepartie de son appui, celui de Khrouchtchev, afin de consolider sa position personnelle lors du Congrès du Parti tchécoslovaque qui s'est réuni au début de décembre. Il est à noter par ailleurs que l'affaire cubaine eut un intérêt particulier pour la Tchécoslovaquie : en effet, en dehors des relations commerciales normales avec Cuba, relations qui se sont chiffrées en 1961 à 60 millions de dollars — ce pays a accordé à Fidel Castro un emprunt de 40 millions de dollars, elle lui a envoyé un nombre considérable d'armes légères, de munitions, même des avions d'observation. Le sort de tous ces investissements intéresse de près les Tchécoslovaques d'autant plus que la population explique ses difficultés actuelles par l'aide excessive du gouvernement aux pays sous-développés.

Enfin, en Allemagne de l'Est, Ulbricht a dû se demander si son tour ne viendrait-il pas, après celui de Tchervenkov, pour être sacrifié sur l'autel de la politique de « concessions réciproques », à laquelle Khrouchtchev proclamait son attachement dans son discours du 8 novembre. Dans un discours d'une douceur très remarquée, Ulbricht s'est adapté au « cours nouveau » en laissant entrevoir, le 6 décembre, la possibilité d'un compromis avec Bonn. Mais à Noël, M. « K » reprenait ses attaques contre Adenauer.

Ainsi, l'on peut dire que la cohésion du Pacte de Varsovie n'a pas été sérieusement ébranlée par la crise cubaine. D'autre part, après les congrès de Sofia, de Budapest, de Prague et de Rome, on peut mesurer avec plus d'exactitude le peu de chance qu'ont les Chinois de constituer une puissante fraction anti-khrouchtche-

« K » et Tito.

Le Front Commun Révisionniste K-Tito se précise-t-il ?

viste au sein du mouvement communiste international, avec pour but de renverser l'orientation donnée à ce mouvement par l'Union Soviétique.

Echec de Mao Tsé-toung

En effet, deux ans après la dernière conférence internationale de Moscou, malgré un intense travail de propagande, malgré l'émotion suscitée dans les rangs communistes par l'affaire de Cuba, et les atermoiements sur Berlin que les Chinois avaient tenté d'exploiter, le cercle des communistes pro-chinois ne s'est point élargi. Les seuls partis où l'influence chinoise paraît prévaloir, les seuls dont les délégués ont soutenu à la tribune des derniers congrès les points de vue chinois, notamment sur l'Albanie, et la Yougoslavie, sont ceux de la Corée du Nord, de la Birmanie, de la Malaisie et du Japon. Et même cet appui paraît quelquefois réticent. Ainsi le délégué de la Corée du Nord qui au Congrès de Sofia avait pris une position favorable à l'Albanie, n'a point effleuré cette question à Budapest ; le délégué du Parti japonais s'est également tu tant à Sofia qu'à Budapest et ce n'est qu'à Rome qu'il a soutenu les Chinois qui protestaient contre la présence des Yougoslaves. Quant au Parti du Vietnam du Nord, sa direction semble très divisée entre pro-chinois et pro-soviétiques.

Si même, en Extrême-Orient, les efforts chinois tendant à regrouper autour de Pékin les Partis communistes n'ont pas donné les résultats escomptés, leur échec paraît plus grand encore en Amérique latine. Même le délégué du Parti de Cuba, Blas Roca, qui aurait pu pourtant se plaindre de la politique soviétique à l'égard de son pays, a exprimé au Congrès de Budapest sa confiance dans les Soviétiques. Le fait est que jusqu'à présent, les Chinois n'ont réussi à gagner à leur cause aucun parti latino-américain, ni africain. Les délégués de plusieurs entre ces derniers : les partis d'Irak, de Jordanie, d'Algérie, du Maroc, d'Iran et du Liban se sont nettement solidarisés avec les Russes, du moins dans le conflit qui les oppose aux Albanais, ce qui implique une condamnation de l'attitude chinoise.

Perspectives soviétiques et chinoises

La position de Khrouchtchev, au sein du mouvement communiste international, paraît donc, en cette fin d'année 1962, tout à fait consolidée. C'est cette consolidation qui explique l'accueil extrêmement chaleureux réservé par Moscou au maréchal Tito. Dans d'autres circonstances, il eût fallu beaucoup de courage à Khrouchtchev pour donner l'accolade au chef d'un parti que le même jour le délégué de Pékin qualifiait d'« agent américain » et de « traître ». N'oublions pas qu'il y a exactement deux ans, Khrouchtchev a dû encore céder à la pression chinoise à la Conférence de Moscou, pour signer un passage violemment anti-révisionniste et anti-yougoslave de la Déclaration commune contre lequel les délégués italiens avaient vainement protesté. Or, à présent, faisant fi des hommes de Pékin qui parlent de la restauration du capitalisme en Yougoslavie, Khrouchtchev qualifie ce pays de socialiste et la presse de Moscou parle de la Ligue des communistes yougoslave comme d'un « Parti frère ».

Ainsi, le « Front commun révisionniste Khrouchtchev-Tito » dont les Albanais avaient prédit l'avènement, se précise. Les entretiens soviéto-yougoslaves visent-ils effectivement, comme le dit *Zeri i Popullit* le 6 décembre « à découvrir des voies nouvelles de rapprochement avec l'impérialisme américain » ? Les choses ne sont peut-être pas aussi simples. Mais le climat qui règne actuellement dans les rapports entre Moscou et Washington, indiquent que Khrouchtchev, tirant les leçons de Cuba, songe sérieusement à en arriver à un *modus vivendi* assez durable avec les Etats-Unis. C'est ce que montre aussi la conclusion d'accords soviéto-américains sur l'exploration de l'espace et sur les conséquences économiques du désarmement, et l'actuelle mise en veilleuse du problème de Berlin.

D'autre part, en maintenant d'excellents rapports avec « l'Inde réactionnaire », en continuant ses fournitures de tracteurs et d'équipement industriel à l'Inde, alors que l'aide économique à la Chine est presque inexistante (le fait a été signalé sans commentaires par la presse chinoise le 5 décembre), Khrouchtchev a laissé voir une fois de plus le peu de cas qu'il fait des objections chinoises.

D'autre part, le congrès de Rome, et celui réuni à Prague, ont déchiré la fiction qui consistait à se servir des dirigeants albanais comme boucs-émissaires de la dispute, en faisant semblant d'ignorer les manifestations de solidarité multipliées depuis un an par Pékin à l'encontre de Tirana.

Pour la première fois, les dirigeants chinois ont été directement pris à partie, non seulement pour l'appui qu'ils accordent à l'Albanie déviationniste, mais encore pour les thèses extrémistes qu'ils propagent au sein du mouvement international. En même temps, par l'accueil chaleureux réservé à la délégation yougoslave, le congrès de Rome a manifesté ses sympathies envers les « révisionnistes » de Belgrade que la presse de Tirana et celle de Pékin, véritablement déchaînées depuis l'arrivée à Moscou du maréchal Tito, ne cessaient de vilipender.

Ainsi, après les congrès de Sofia, de Budapest, de

Prague, celui de Rome a mis en évidence l'isolement des communistes chinois; isolement que les accents vengeurs et ironiques du discours de Khrouchtchev le 12 décembre ont encore souligné. La question se pose de savoir comment ces derniers réagiront aux prises de position de Rome et de Prague qui ont consacré leur solitude ? Comment réagiront-ils à la nouvelle thèse de Khrouchtchev, désignant le « dogmatisme » et non plus le révisionnisme comme le danger principal menaçant le mouvement communiste international ?

Plusieurs hypothèses peuvent être formulées à ce sujet :

— Les dirigeants de Pékin pourraient mettre à exécution le projet de création d'une nouvelle internationale révolutionnaire anti-khrouchtchéviste. Cette éventualité a été envisagée le 13 octobre dernier par le journal *Zeri i Popullit* de Tirana, dans un article où l'on a pu reconnaître l'inspiration de Pékin. Il est cependant improbable que, se rendant compte de l'échec de leur propagande, Mao Tsé-Toung se lance dans une telle aventure ;

— Devant la poussée réformiste et révisionniste, qui se concrétisera par l'ouverture de nouvelles négociations Est-Ouest, la Chine pourrait se replier sur elle-même, sans cependant rompre tout lien avec l'Union soviétique et le reste du camp. Tout en essayant de se maintenir et de se développer par ses propres forces, comme Chen Yi en a envisagé l'éventualité dès l'été dernier, le Parti chinois se constituera alors comme une opposition permanente au sein du mouvement international, en attendant patiemment son heure, en guettant toute occasion pour exploiter les difficultés de ceux que Mao considère comme des « opportunistes » ;

— Cependant cette attitude isolationniste qui maintiendrait la Chine à l'écart de la scène politique internationale (du moins jusqu'à la réussite de sa première bombe atomique) pourrait apparaître comme très coûteuse, à la longue, aux plus réalistes de ses dirigeants. Aussi peut-on envisager l'hypothèse d'un retrait plus ou moins volontaire de Mao Tsé-Toung (du genre de celui qu'il avait opéré à la fin de 1958) pour concilier les Soviétiques et d'une réconciliation avec Moscou à laquelle on éviterait de donner l'apparence d'une capitulation.

Au moment où nous finissons cette chronique, il nous semble qu'à Moscou, on croit à cette dernière éventualité. Mais pour l'instant, on ne peut enregistrer le moindre indice d'un fléchissement des Chinois. Au contraire, les dernières nouvelles de Pékin font état d'une nouvelle campagne « d'éducation patriotique » qui vient d'être lancée par le Parti « afin de faire mieux comprendre par ses militants et ses amis les affaires intérieures et internationales ». (*Quotidien du Peuple* du 5 décembre.) Il y a lieu de croire que le véritable but de cette campagne est d'expliquer à la population les raisons de l'isolement actuel de la Chine et de faire appel au sentiment national des Chinois afin qu'ils aident Mao à soutenir la lutte à la fois contre l'impérialisme américain et le chauvinisme soviétique.

François FEJTO.

Chances et perspectives d'une PLANIFICATION EUROPÉENNE

par Jacques MALLET

LA « planification européenne », objet traditionnel de controverses doctrinales, vient d'entrer dans la voie des réalisations pratiques. En effet, au nombre des actions qu'il propose, dans un récent Memorandum, pour la deuxième étape du Marché Commun, l'Exécutif de Bruxelles a inscrit sous le nom de « programmation » une vue à long terme du développement économique où l'on a pu voir l'amorce d'une « planification » souple à l'échelle de l'Europe des Six. La discussion est désormais engagée entre les partenaires européens sur des bases concrètes. Il n'est pas inutile de rappeler brièvement les grandes lignes de ce projet si l'on veut apprécier ses chances d'aboutir.

Qu'une sorte de « planification » européenne soit nécessaire, c'est ce que les auteurs du « programme d'action » de la Communauté n'ont aucune peine à démontrer. Plus encore qu'une union douanière, le Marché Commun est une « vaste zone de politique économique commune ». C'est dire que les politiques économiques nationales des Six, et aussi les politiques communes prévues par le Traité, doivent être « intégrées » dans cet espace élargi. Au surplus, dans chacun de nos pays, les Etats influencent une très large part de la vie économique : ils contrôlent 30 à 50 % des investissements. Comment réaliser le Marché Commun sans coordonner les différentes actions des Etats sur l'économie ? A cela il faut ajouter que les « citoyens » considèrent de plus en plus l'Etat comme responsable du niveau d'activité économique et du niveau d'emploi, de la répartition des revenus, de l'équilibre régional, etc. Or, le Marché Com-

mun retire aux gouvernements nationaux certains de leurs pouvoirs d'intervention, par exemple la possibilité de fermer leurs frontières, de leur propre initiative, et finalement, avec le contrôle du commerce extérieur, la possibilité même d'établir et de mettre en œuvre un plan national d'expansion.

Une programmation plutôt qu'une planification

Aussi ne comprendrait-on pas que ne soient pas créés, au niveau de l'Europe, les moyens d'intervention nécessaires pour assurer une expansion continue, suffisamment rapide, et équilibrée de l'économie, pour rendre cohérentes les politiques d'investissement — en ce qui concerne notamment l'industrie lourde et l'infrastructure — pour surmonter enfin les « mutations de structure » et pour orienter les « spécialisations » que ne peut manquer d'entraîner ou d'accélérer la libération complète des mouvements de marchandises, de capitaux et de personnes.

Tout cela apparaît évident. On l'a dit et répété dans maints congrès et colloques, et tout récemment encore dans cette revue. Il est évident aussi qu'on ne peut songer sérieusement à doter l'Europe d'un plan « impératif », autoritaire et centralisé. Tout au plus envisage-t-on de lui donner un « plan indicatif », analogue à celui qui s'élabore en France, rue de Martignac. Et même l'Exécutif de Bruxelles ne va pas apparemment jusque là, puisqu'il bannit le mot « plan » où certains pays

trouvent des relents de dirigisme et de collectivisme, pour lui préférer celui de « programmation ». Il prend soin de préciser que, loin de contredire l'impératif de la « concurrence », fondement du Marché Commun, cette « programmation » en est le complément nécessaire : elle ne s'imposerait pas aux entreprises particulières mais définirait « le cadre dans lequel s'inscrirait l'action des gouvernements et des Institutions de la Communauté », fournissant aux unes des prévisions utiles — quelque chose comme des études de marché à long terme — et à l'autre des objectifs et des orientations susceptibles de la guider vers des « lendemains qui chantent »...

Ce « programme » européen qui, dans la première moitié de 1963 fera l'objet de propositions plus précises, couvrirait la période 1964-1968. Dans une première phase, on se bornerait à confronter les plans, programmes ou prévisions de nos pays, afin de rendre cohérentes les politiques nationales à long terme — cela suppose, bien entendu, que les six pays en aient une ou se laissent persuader d'en avoir une. On proposerait les bases techniques et politiques d'une véritable « programmation » européenne. Il s'agit d'abord de rassembler et de comparer des informations chiffrées suffisamment complètes et homogènes. Il s'agit d'élaborer les instruments de la programmation. Il s'agit surtout de préparer les esprits à ses disciplines.

Au cours d'une deuxième phase, cette programmation deviendrait le guide des interventions de la puissance publique. Prenant comme point de départ un calcul des possibilités d'expansion de l'économie au cours de la période considérée (1), sur la base des politiques économiques et financières en vigueur actuellement, elle devrait définir les améliorations qu'il est possible d'apporter à ces politiques. On pourrait ainsi porter un jugement d'ensemble sur le développement du Marché Commun en ce qui concerne la production, les investissements et la consommation des particuliers, des entreprises et de l'Etat. On pourrait prévoir les recettes et les dépenses des Etats et des collectivités publiques, déterminer la répartition probable et souhaitable du « produit national » entre les grands secteurs d'activités, établir un bilan prévisionnel de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. On aurait ainsi une idée du niveau d'investissements qui correspondrait au cours désirable et possible de l'activité économique. Si celle-ci devait s'écarter, dans une trop forte mesure et pendant un temps trop long, des objectifs fixés, il appartiendrait aux autorités économiques et financières de prendre des mesures de caractère global pour relancer l'économie ou pour la freiner.

Une projection sur l'avenir

La « programmation européenne » permettrait, en outre, d'éclairer et de guider les décisions nationales et communautaires dont l'effet ne se manifeste qu'après un certain délai — exemple : construction de routes, de ports, etc. — ainsi que les plans ou programmes nationaux. Elle faciliterait une répartition rationnelle de ressources financières limitées. Elle apporterait la pers-

pective globale à laquelle viendront se relier les politiques communes en matière d'agriculture, de transports, ou d'énergie, domaines où la concurrence est rien moins que parfaite, la prévision particulièrement nécessaire.

Ces quelques indications disent assez quelle est la portée, quelles sont aussi les limites de l'initiative de Bruxelles. L'adoption par tous les pays de la C.E.E. de systèmes voisins de plans, de programmes ou de prévisions à long terme, serait déjà un grand pas en avant. Quant au « programme européen », il serait sans doute beaucoup plus au départ une *projection* sur l'avenir, à partir de l'évolution passée, qu'une *incitation* capable d'orienter l'évolution future en fonction d'un certain nombre de choix politiques, voire d'une certaine philosophie sociale. Un plan indicatif exige en effet — comme le montre l'expérience française — le recours à des « moyens de souveraineté » — crédit, fiscalité, etc. — dont les Institutions communautaires sont actuellement démunies. Mais l'important n'est-il pas d'engager un processus qui, de proche en proche, par une sorte de logique interne, peut avec le consentement de tous aller beaucoup plus loin ?

Tout naturellement, les prévisions déjà préparées, les études déjà commencées — en ce qui concerne par exemple l'industrie automobile où apparaissent des risques de surinvestissements — ne vont-elles pas conduire à la définition « d'objectifs » de production, globaux et par secteurs ? Et tout naturellement aussi, n'en viendra-t-on pas à se préoccuper des moyens de les atteindre ?

Les réticences allemandes

Ce sont peut-être des réflexions de ce genre qui expliquent la vivacité des réactions allemandes aux propositions de la C.E.E. Elles constituent le principal obstacle sur la voie du « programme » européen. Les obstacles juridiques sont aisément surmontables : le Traité de Rome est un Traité-cadre. Il suffit de mettre les Six d'accord sur l'interprétation qu'ils veulent lui donner. Les obstacles techniques seront vaincus sans trop de peine : il est plus facile d'améliorer des statistiques que de déraciner des préjugés. Or les préjugés contre la « planification » sont profondément enracinés en Allemagne. Ils s'expliquent par le souvenir du nazisme et par les sentiments anticommunistes d'un pays que la frontière entre l'Europe libre et l'Europe soviétisée coupe en deux. Ils s'expliquent aussi par ce qu'il faut bien appeler le « mythe » du miracle allemand, qu'une légende bien orchestrée attribue au seul mérite de « l'économie sociale de marché » — et de M. Erhard.

S'il fallait en juger d'après les propos de M. Erhard, la « programmation » rencontrerait en Allemagne une

(1) La Commission vient de publier un rapport sur les perspectives de développement économique de la C.E.E. de 1960 à 1970. Ce rapport, établi par un groupe d'experts des six pays — M. Pierre Uri, qui en assurait la présidence et M. Claude Gruson pour la France — conclut à une expansion possible de la production totale des Six pays de 60 % en 10 ans.

opposition fondamentale et irréductible. On sait en quels termes, et avec quelle brutalité, le ministre de l'Économie a parlé devant l'Assemblée Européenne à Strasbourg du « Plan Hallstein ». Celui-ci révélerait des tendances « planificatrices et centralistes » — alors que le Traité de Rome repose sur le principe de la libre concurrence. Il comporterait le danger de remettre la politique économique de la Communauté aux mains d'un « appareil bureaucratique ». Il serait même contraire à la nature humaine : « Nous n'avons jamais imaginé que l'on puisse à long terme enserrer la vie dans des chiffres », etc.

Ces affirmations sommaires demandent à être éclairées par des explications plus circonstanciées. M. Erhard les a données abondamment ces temps derniers dans la presse allemande : « La grande menace, déclarait-il le 7 novembre, au correspondant de l'*Europäische Wirtschaft*, est constituée pour le moment par la réapparition d'une certaine tendance orientée vers une politique d'économie dirigée. La « programmation » n'est pour certains dans notre pays, qu'un thème servant à camoufler des idées d'économie planifiée portant l'empreinte marxiste. Les partisans de l'économie fondée sur la concurrence — à quelque camp qu'ils appartiennent — doivent être sur leurs gardes, afin d'empêcher la pénétration d'idées qui jouent le rôle du cheval de Troie. Je dis « oui » à la prévision et à la prévoyance, mais je dis « non » à l'économie planifiée !... L'économie planifiée est dangereuse lorsque — et je puis citer des exemples — l'État croit pouvoir assigner à chaque secteur de l'économie un objectif bien déterminé, à atteindre obligatoirement. En premier lieu, une économie nationale planifiée de cette nature, appliquée dans un espace européen plus vaste, constitue une contradiction en soi et, en deuxième lieu, un tel système ne tient pas compte de la liberté des hommes qui ne désirent pas consommer précisément ce qui correspond à la planification sélective par branche d'un État. Le « bienfait » devient absurdité. Prévision et prévoyance afin d'agir judicieusement, de façon que nous puissions subsister et prospérer encore demain, ce n'est pas de l'économie planifiée mais c'est ce qui est inhérent à l'économie sociale de marché, ce qui constitue même son élément le plus original. »

Prenant la parole quelques jours plus tard au Congrès des fabricants allemands de cuir, M. Erhard s'est élevé contre « les apôtres des nouvelles doctrines de salut » qui parlent de « programmation », de « planification » et d'« économie concertée ». « Ils ont trouvé des partisans, a-t-il reconnu, qui ne comprennent manifestement pas ce que l'on entend par là », ajoutant d'ailleurs que « si l'on prenait des mesures aboutissant à une planification impérative et à ses rudiments », où les petites et moyennes entreprises perdraient leur indépendance, « ce serait sans lui » — ce qui donne à penser que tout le monde en Allemagne, et même au sein de l'Administration et du gouvernement allemand n'est pas de l'avis de M. Erhard.

De fait, à la fin du mois d'octobre, une discussion sur le système français de planification a eu lieu entre experts français et allemands, pendant deux jours, au ministère fédéral de l'Économie. Et, d'après la *Süddeutsche*

Zeitung, « les résultats n'avaient pas été de nature à provoquer l'enthousiasme des collaborateurs de M. Erhard ». Qui plus est, ces conversations ont trouvé un écho généralement positif dans les principaux organes de la presse allemande : on reproche au ministère fédéral de l'Économie de s'être trop peu soucie de la nature de la « planification-cadre » et d'avoir par trop négligé dans une économie de marché « de réunir des données aussi précises que possible sur les processus de politique économique, base d'une politique conjoncturelle rationnelle. Même une politique conjoncturelle appliquée dans le cadre d'une économie du marché exige également une connaissance aussi précise que possible des données économiques, une prévision approximative de l'évolution économique probable et un aperçu des instruments disponibles de politique conjoncturelle ainsi que de leurs incidences... Les budgets économiques et les prévisions pourraient apporter ici bien des améliorations dans la mesure où l'on ferait preuve du courage nécessaire pour agir en prenant ses responsabilités. »

On trouve souvent des propos compréhensifs au sujet de la « programmation » : « L'économie sociale du marché ne pourrait pas réussir sans recourir à des prévisions » écrit le *Rheinischer Merkur*. L'établissement d'une comptabilité nationale est également nécessaire dans la République fédérale. S'il est vrai que l'intégration des économies ne cesse de s'intensifier dans le Marché Commun, on peut difficilement se représenter comment il serait encore possible, après 1967, d'appliquer en France et en Allemagne des politiques conjoncturelles entièrement indépendantes, et même peut-être diamétralement opposées. *Christ und Welt* va même plus loin : « La planification-cadre européenne est nécessaire pour lutter contre les perturbations de la conjoncture, et aussi pour prévenir la surproduction et les capacités excédentaires. »

La programmation européenne est en marche

Mais cet accord donné plutôt, on le voit, à des mesures de politique conjoncturelle « préventive » qu'à une « programmation » à long terme s'accompagne, il va sans dire, du refus d'une planification impérative — on estime que la planification française l'est beaucoup plus qu'elle n'en a l'air — qui prétendrait fixer des objectifs de production pour chaque secteur industriel, ce qui est illusoire. On suspecte parfois Bruxelles de vouloir compléter ses instruments de politique conjoncturelle selon le modèle français. Et l'on croit voir apparaître certaines tendances à l'économie planifiée dans la plupart des États membres de la C.E.E.

Rien de plus exact en effet : avec, il est vrai, des différences notables de degré et d'orientation — la planification pratiquée aux Pays-Bas se préoccupe moins de l'orientation des investissements que de l'équilibre de l'emploi et des échanges extérieurs — on peut dire qu'il existe aujourd'hui un embryon de Plan dans quatre pays sur six : France, Italie, Hollande, Belgique ; ou cinq pays sur sept si l'Angleterre adhère au Marché Commun.

Au sein même de la République fédérale, ce « bas-tion » du libéralisme européen, une évolution est en cours dont nul ne peut dire jusqu'où elle peut aller.

Les industriels d'Outre-Rhin sont pour ainsi dire « travaillés aux côtes » par leurs collègues français, devenus les plus ardents protagonistes de la « planification » indicative. Ils ont surtout conscience du fait que l'économie allemande connaît une pénurie de main-d'œuvre, et ne bénéficie plus depuis la réévaluation du D.M. et les hausses de salaires de ces derniers mois, des mêmes avantages à l'exportation. Elle se trouve aux prises avec les problèmes qu'elle n'avait pas connus jusqu'à une période récente. Comme le soulignait M. Marjolin au récent colloque de Rome sur la « programmation » : « il faut pour les résoudre chercher à définir de nouvelles interventions publiques, mais il sera plus difficile que dans les années 50 d'obtenir une forte croissance de l'économie dans la stabilité des prix. Les instruments nouveaux de la politique économique, pour faire face à une situation évolutive, ont été réclamés par certaines personnalités allemandes. A la suite des progrès de la comptabilité nationale au cours des dernières années, il semble que les autorités publiques allemandes soient amenées progressivement à utiliser la technique comptable, aux côtés d'autres instruments pour la coordination à court terme de leurs interventions. »

Il faut espérer qu'une crise économique ne sera pas nécessaire pour rallier la République fédérale à la programmation...

La partie n'est donc pas trop mal engagée. Le colloque de Rome sur la programmation a montré qu'on pouvait réaliser une large base d'accord sur les principes et sur les premières mesures d'une programmation européenne. Beaucoup va dépendre maintenant des efforts de persuasion des Exécutifs européens, et aussi des pressions exercées sur les gouvernements par les milieux économiques — notamment agricoles — et par les grandes forces syndicales, évidemment favorables à une planification européenne. Beaucoup dépendra aussi de l'attitude du gouvernement français. Certains milieux de l'Administration semblent craindre que le Marché Commun ne démantèle le plan français sans pouvoir lui substituer un plan européen digne de ce nom. Cela devrait inciter la France à se faire le plus ferme champion de la programmation européenne. La sagesse voudrait qu'on mette le pied sur « l'accélérateur » des politiques communes plutôt que sur le « frein » de l'indépendance nationale.

A vrai dire, nous n'avons plus le choix. Dans quelques années, on peut se demander si techniquement il pourrait encore y avoir un plan national français. Le

Marché Commun est un fait irréversible. Nous sommes « embarqués ». Nous ne pourrions, si nous le voulions, en sortir sans « casser » l'économie française en même temps que le Marché Commun. Une seule voie reste ouverte, sur laquelle on ne pourra sans doute avancer que pas à pas : celle de la « programmation européenne ».

Inversement, on pourrait dire comme un éditorial récent de la revue « *Jeunes Patrons* », que « sans planification européenne, il n'y aura pas de Communauté européenne ». Cela est vrai sur le plan économique. Il suffit pour s'en convaincre de songer au Marché Commun agricole, impossible à terme sans une orientation des productions à partir de prévisions globales. C'est vrai aussi sur le plan de la psychologie collective : la vertu pédagogique du plan comme prise de conscience des intérêts communs n'a plus à être démontrée. La planification européenne peut être la meilleure école d'un civisme européen.

Mais, pour élaborer ce plan, et pour le mettre en œuvre, ce qui exige à chaque instant de difficiles arbitrages, une autorité politique n'est-elle pas nécessaire ? N'en faisons pas un préalable. C'est en marchant que l'Europe fera la preuve du mouvement. Il serait d'ailleurs prématuré de définir les pouvoirs d'une autorité dont les tâches exactes n'apparaissent pas encore clairement. Nul ne peut dire aujourd'hui si, quand et sous quelle forme il faudra envisager la création d'un Commissariat général au Plan européen et de commissions de modernisation européennes. Il n'est pas, dit-on, de planification européenne sans pouvoir européen. Qui nous dit que le « pouvoir » ne sortira pas de manière imprévue des nécessités pratiques de la planification ?

Encore faudra-t-il éviter les reproches et les risques de « bureaucratie » et de « technocratie » inhérents à ce genre d'entreprise. Ce ne peut être qu'en associant étroitement à l'élaboration et à l'exécution du programme européen les grandes forces économiques et politiques de la Communauté, dans le cadre notamment du Comité Economique et Social et du Parlement Européen. La planification européenne serait mal acceptée, donc inefficace si elle n'était démocratique. Mais, sachons-le bien, dans quelques années, la « planification démocratique » ne serait plus qu'un mythe à tout jamais illusoire si elle n'était européenne.

Jacques MALLET.

QUELQUES CHIFFRES DU RAPPORT DE LA COMMISSION URI

Un groupe d'experts européens placé sous la présidence de M. Pierre Uri, a présenté un rapport sur les perspectives de développement économique de la Communauté Economique Européenne de 1960 à 1970. Il ressort de ce document établissant non des « prévisions » mais des « projections » (c'est-à-dire des chiffres sur ce que donneraient les tendances actuelles prolongées) que le niveau de vie en Europe occidentale aura réalisé en 1970 une progression de l'ordre de 50 % à 60 %, une part de ce progrès venant d'un accroissement de population.

L'Européen moyen dépensait 655 dollars par an, soit

en gros 82.000 anciens francs par mois, pour un foyer de trois personnes. Le Français avec 829 dollars était plus favorisé que l'Allemand (720), que le Hollandais (550) et vivait deux fois mieux que l'Italien moyen (400).

Or, on peut espérer qu'en 1970 un Européen moyen pourra dépenser 1.022 dollars, soit 128.000 anciens francs par mois, pour un foyer de trois personnes. En France ce chiffre atteindrait 160.000 anciens francs (1.283 dollars par an par personne, soit le plus haut niveau de vie moyen de l'Europe des « Six »). En Allemagne, ce serait 1.079 dollars ; en Italie 695 ; aux Pays-Bas 809.

LE CORBUSIER

soleil verdure espace

par Jean Godon

PARIS présente au Musée d'Art Moderne une rétrospective de l'œuvre de Le Corbusier, architecte, peintre, sculpteur, dessinateur. Il expose là-même dans ce musée d'art moderne qui aurait pu être construit par lui, puisqu'il présenta un projet qui fut refusé par une commission, qui le jugea trop révolutionnaire. Revanche éclatante, étalée en panneaux démontrant tout l'art de construire de Le Corbusier.

Je ne doute pas qu'une majorité de visiteurs avertis s'arrête longuement sur l'architecte, mais sera-t-elle séduite par le sculpteur, le peintre ? Il y faut un courage visuel qui ne peut porter ses fruits qu'au second rendez-vous. Ces rendez-vous je les offre aussi à nos architectes parisiens qui semblent négliger la pensée première de toute œuvre architecturale et faire de l'habitant un cobaye qui erre dans une banlieue terne, angoissante, dictatoriale, ennuyeuse.

A parcourir cette première salle réservée à l'œuvre architecturale, au gré de ce labyrinthe composé de panneaux détaillant plans et photos, j'ai ressenti comme une impression de détente heureuse devant la réalisation quasi totale d'une esthétique architecturale qui bannit l'ornement sans pourtant aboutir à l'austérité : « L'Ornement cache toujours une faute de construction ».

Pour qui construit-on ?... Pour l'homme bien sûr ! Mais l'homme n'est pas ce robot qu'on encage dans x mètres carrés et mètres cubes, lesquels, calculs ô combien savants, découlent de statistiques, de tests, d'enquêtes économiques, psychologiques, sociologiques. En définitive, l'homme est disséqué, déshumanisé, presque monotone et lugubre à l'atmosphère presque manichéenne et l'essentiel oublié, c'est-à-dire sa propre vie dans ces concentrationnaires. Il ne faudra pas quelques années pour découvrir les faits alarmants d'une telle dictature de l'anonymat ; jeunesse déséquilibrée, esprit familial démembré. Et pourtant l'homme, sera toujours l'homme, composé de chair et d'âme, qui pense, réagit, gronde, travaille, circule, se distrait.

Nous savons que les problèmes d'habitat qui se posent actuellement sont complexes. Nous aspirons sincèrement à vivre loin de ces ruelles, où le sordide l'emporte sur le pittoresque, de ces cours malodorantes où l'homme a entassé ses habitudes millénaires, nous voulons bien entrer dans cette communauté de cubes, de triangles, de cylindres, de béton, d'acier, de

verre, mais nous ne voulons pas oublier notre dignité d'homme libre : et c'est cette liberté qu'il faudra sauvegarder au milieu de ce siècle qui ne semble pas être à notre mesure. Cette gigantesque mutation des dernières années nous lie étroitement à un nouveau genre de vie qu'il faut accepter comme tel. Le petit pavillon de banlieue a terminé sa vie. Il disparaît devant cette conception moderne de l'habitat communautaire que Le Corbusier a poussé au maximum dans sa cité radieuse de Marseille. Pourquoi, malgré les réserves qu'appellent certaines de ses initiatives, ne lui a-t-on pas demandé quelques cités radieuses aux murs cyclopéens qui borderaient notre fleuve national. Murs cyclopéens, oui, car il y a un peu du palais de Cnossos dans cette cité radieuse de Marseille ancrée au sol par ses énormes pilotis, dans cette chapelle de Ronchamp, sorte de vaisseau amarré pour l'éternité au faite de la colline et rompant avec la légèreté de l'architecture religieuse des siècles passés, dans ce couvent dominicain de la Tourette, château-fort cubique aux remparts de béton, élevé en pleine nature qui invite à la véritable méditation.

Le Corbusier n'est pas un homme de la demi-mesure, mais il n'est pas non plus un homme de la démesure. Pourquoi alors tous ces projets refusés qui respectent pourtant les valeurs essentielles de tout urbanisme : « espace, soleil, verdure » ? Urbanisation de la Roche-Pallice, urbanisation de Marseille-Veyre, urbanisation de Berlin-Ouest, urbanisation de Paris par îlot, etc. Quand donnera-t-on à Le Corbusier une parcelle de Paris, de Bordeaux, de Lille pour permettre à ce puissant imaginaire de transposer tant de conceptions révolutionnaires acceptées par un pays comme l'Inde (plan général d'urbanisme de la nouvelle capitale de l'Inde : Chandigarh) ; acceptées par Tokyo (Musée d'art occidental) ; acceptées par Berlin, par Boston (Université). La grande qualité de l'architecture de Le Corbusier est d'être reposante. Architecturer, c'est sculpter l'atmosphère, c'est prendre une masse de béton (seul matériau capable de supporter toutes les variations de droites et de courbes), la disséquer, l'équilibrer en vides et en pleins suivant le lieu où elle doit prendre corps. Là où sera la lumière, les pleins l'emporteront sur les vides et le contraire se produira quand ce même soleil fera défaut. A Chandigarh, j'opposerais Brasilia et je qualifierais cette dernière d'inhumaine tout

« ... Atteindre au phénomène architectural vrai, expression de l'esprit d'une époque... Par phénomène architectural, j'entends la qualité spirituelle d'organisation qui, par les puissances créatrices, constitue un système capable d'exprimer la synthèse d'événements présents et non pas l'aspect d'un simple caprice personnel. »

LE CORBUSIER.

« Je retrouve dans la clairvoyance et la conviction de Le Corbusier l'esprit de ces hommes de la Renaissance qui étaient tout ensemble artistes et ingénieurs. »

Jean CASSOU.

en admirant le caractère révolutionnaire de sa conception. En comparaison, Chandigarh m'apparaît beaucoup plus fonctionnelle, mieux adaptée aux exigences de la vie contemporaine, aux besoins et aux désirs de l'habitant, entièrement composée selon cette loi du Modulor chère à Le Corbusier : système de mesure dérivé du corps humain. (Au V^e siècle avant J.-C., le Parthénon fut construit suivant le nombre d'or qui est une donnée géométrique fondamentale de la proportion.)

Peindre pour Le Corbusier, c'est décomposer, recomposer ; il n'y a aucun caractère intimiste dans cette peinture essentiellement de recherche.

C'est, dans notre époque, un cas unique que le sien. Fernand Léger qui est un point de comparaison n'a jamais tempéré son imagination sur un papier calque. Il a pourtant créé une peinture architecturée, mécanisée, pouvant supporter le plein air dont elle découle directement. Quand il peint, Le Corbusier ne se libère pas, il recherche ; quelques-uns diront que c'est une peinture décorative. Mais cet adjectif, souvent employé péjorativement, existe dans un sens qui n'a rien de désobligeant.

Sa peinture sert son architecture, sur laquelle pourtant n'apparaît presque jamais de support coloré.

Il y a dans la façade du Capitole à Chandigarh une fonction colorée invisible, qui n'apparaît que si l'on veut bien attentivement suivre l'évolution de ses œuvres, surtout les

premières « Guitares et bouteilles », « Bouteilles et livres ». N'y a-t-il pas là des courbes, des angles, des verticales dont le jeu poussé à l'extrême réalise cette abstraction du réel ? Les dernières œuvres peintes témoignent d'une libération plastique et deviennent ainsi des peintures dans le plus pur sens du mot.

Les carnets de route exposés dans une autre salle représentent l'œuvre d'un esprit toujours en éveil, préoccupé de rompre la destination propre de l'objet.

J'ai trouvé là aussi réunis quatre objets clés : l'extrémité d'un fémur, un cérithé, une curieuse pierre dont la face inférieure découvrait un dessin frangé semblable à la vague venant mourir sur le sable, une racine. Ils justifient et définissent cette phrase de Le Corbusier : « La loi des nombres est inscrite dans les œuvres naturelles ».

Le Corbusier n'est pas venu à la sculpture ; c'est un sculpteur breton, Savina, qui eut l'idée de sculpter les tableaux de l'architecte. Ce dernier appréciant les qualités sculpturales de Savina lui prépara des projets destinés à s'insérer dans l'architecture, soit en haut relief, soit en ronde-bosse, soit en sculpture ajourée monochrome et polychrome. Œuvres de plein air, elles prennent ici une valeur inattendue, angoissante, presque monstrueuse, sortes de mécaniques burlesques pensées et modelées et comme arrêtées par magie dans leur course à travers l'espace.

Jean GODON.

Poésie et Société

par Georges Mounin

LORSQUE le prix Nobel fut remis, en décembre 1960, à Saint John Perse, celui-ci n'hésita pas à affirmer : « La poésie n'est pas souvent à l'honneur. C'est que la dissociation semble s'accroître entre l'œuvre poétique et l'activité d'une société soumise aux servitudes matérielles... ». En effet, la publication de milliers de plaquettes (cinq à six mille poètes par an), des tirages maigres, des ventes encore plus maigres, un public en peau de chagrin (surtout par comparaison avec les romans ou d'autres best-sellers attristants) : tels sont les symptômes cliniques que l'on peut constater à propos de la chose poétique.

Et le problème essentiel de la poésie d'aujourd'hui reste : pourquoi ne la lit-on pas ? qui entraîne cette autre interrogation : la poésie est-elle mortelle ? C'est pour tirer les choses au clair que Georges Mounin (1) va disséquer, sans précipitation, ni prévention, cette crise des lecteurs.

LES FAUX COUPABLES

L'ouvrage de Georges Mounin est précieux dans la mesure où il contribue à démystifier les idées-papier qui embarrassent les jugements faciles et où il nous propose une méthode d'enquête, à la fois rigoureuse et charmante.

On croit généralement que la poésie a connu un âge d'or où elle était écoutée par des foules enthousiastes. Aussi n'a-t-on pas manqué de désigner à la vindicte publique plusieurs inculpés dont les degrés de responsabilité doivent être précisés :

— le public : mais « la notion de public est loin d'être une constante historique » ;

— l'enseignement : c'est en réalité, « à l'imprégnation capillaire et sans fracas de l'école que chacun de nous doit de pouvoir accéder, dans son ensemble et dans son histoire, à la vie de la poésie ».

— l'édition : elle fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir au moins pour maintenir la poésie ;

— la radio et les disques : à travers quelques tâtonnements (Georges Mounin avait salué, en 1959, la naissance de la poésie enregistrée), ces nouvelles techniques constituent généralement un véhi-

cule qui peut mener au livre de poèmes (2) ;

— les poètes : si le public néglige les poèmes hermétiques et obscurs, il ne se précipite pas pour autant vers la poésie claire ;

— les critiques : tout au plus leur charabia n'a-t-il pas contribué à enrayer concrètement la crise de la lecture des poètes ;

— la politique ; elle a probablement confisqué ses lecteurs à la poésie car « la poésie politique, même meilleure, n'a pas trouvé son point d'insertion vrai dans la vie du siècle : elle ne parle qu'au petit nombre ».

L'HISTOIRE ET SON PROCES

Après avoir éliminé ces faux coupables et s'être débarrassé de poncifs encombrants, Georges Mounin aborde la partie la plus originale et la plus constructive de son ouvrage. A la crise de la poésie, il ne reste plus qu'une seule explication la moins populaire comme la moins répandue : c'est la faute de l'histoire. Une indication de Karl Marx pourrait faire croire que la production capitaliste serait hostile à la poésie. En fait la société bourgeoise ne paraît pas être plus défavorable à la production poétique que la société des classes dominantes antérieures. C'est vers Hegel et son Esthétique qu'il faut se tourner pour obtenir une explication satisfaisante, qui va permettre à Georges Mounin de rattacher la crise de la poésie à l'étape actuelle de l'intellectualisation croissante du plaisir esthétique — de moins en moins immédiat.

Relisons le philosophe allemand : « L'art ne donne plus cette satisfaction des besoins spirituels que des peuples et des temps révolus cherchaient et ne trouvaient qu'en lui... Si l'art a, dans la nature et les domaines finis de la vie son avant, il a aussi un après ; c'est-à-dire un cercle qui le dépasse dans l'appréhension et la représentation de l'absolu (3)... » Ainsi la poésie que nous connaissons serait susceptible de disparaître au profit d'autres formes de nourriture poétique.

Il est peut-être incorrect de prendre la mort (ou le recul) de certains véhicules traditionnels du plaisir poétique la mort de certains genres ou de certaines formes traditionnelles de plaisir poétique — pour la mort de la poésie elle-même, se demande Mounin. Et le panorama de la poésie française qu'il nous trace montre que « la poésie, avant d'être ce qu'elle est pour nous, a été dix autres choses ». Serait seulement mortelle notre poésie sous ses formes de transmission très intellectualisées dont le véhicule est toujours un langage écrit consommé par lecture individuelle.

LE LANGAGE ET SON ALCOOL

Dans « L'Esprit du Temps » étaient développés, par Edgar Morin, la culture visuelle d'aujourd'hui et son train. Mais le socialisme ne constituerait-il pas la bouée de sauvetage idéale pour la poésie, compte tenu de sa place privilégiée dans la culture soviétique ? Non, car elle serait due « au stade oral-analphabète dont la Russie sortait à peine en 1917, avec un public encore habitué à l'audition de masse ». Pourtant cette explication ne nous paraît pas suffisante pour englober l'enthousiasme que suscitent les œuvres de Evtouchenko...

Georges Mounin constate que radio et disques n'ont pu étendre ni conquérir un nouveau public à la poésie, car celle-ci est une langue qui s'apprend et qui ne s'absorbe pas à ras de texte. Mais pourquoi n'a-t-il pas reconnu la poésie dans ces nombreuses chansons de qualité ? C'était Chris Marker qui écrivait : « Que l'on veuille bien songer à ce renouveau, à cet extraordinaire foisonnement de poésie vivante que la chanson représente pour davantage d'auditeurs et de spectateurs qu'il n'y a de lecteurs en plaquettes... » (« Regards neufs sur la chanson » - Le Seuil 1954). La liste serait longue de ceux qui ont mis la poésie en forme de chanson, de Trenet à Guy Béart, de Léo Ferré à Brassens, de Raymond Asso à Mouloudji, de Mireille à Nicole Louvier.

Pour Mounin, « la poésie ne peut pas mourir, parce qu'elle est liée à la nature des choses du langage » ; la linguistique lui apparaît comme le seul point d'appui solide. Le langage ne cessera de transporter « tous les éléments propres et nécessaires à restaurer la notion de poésie telle que nous l'entendons » et fera redécouvrir dans quatre lignes d'un poème un très puissant alcool.

Et Georges Mounin aurait pu terminer son enquête par ces vers de René Char qu'il connaît si bien :

« Les hommes ont faim
De viandes secrètes, d'outils cruels. »

Ainsi s'aperçoit le caractère spécifique de la poésie, cette vitamine émotionnelle concentrée produite par le langage.

Henri MARSAN.

(1) « Poésie et Société » - P.U.F. Collection Initiation Philosophique - Paris 1962 - 110 pages - F 4,50.

(2) C'est, pensons-nous, dans l'enseignement que les disques de poésie sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'initiation poétique.

(3) « Comprendons-le donc bien, une fois pour toutes : désormais pour nous et nos ascendants, les temps et les dimensions psychologiques ont définitivement changé... » Père Teilhard de Chardin.

DU PROGRÈS



PAR MAURICE BLIN

C'EST la littérature qui a introduit la première à la fin du XVIII^e siècle la querelle des anciens et des modernes. Derrière elle le langage politique a usé jusqu'à satiété de l'opposition entre l'ordre et le mouvement, la réaction et le progrès. Le marxisme n'a-t-il pas construit sa vision du monde sur l'idée lourde d'espoir d'une marche irréversible de l'humanité vers plus de liberté, de savoir, de bonheur ?

Cependant il semblait depuis quelque temps que l'image s'était fanée : les conflits effroyables qui ont ravagé l'Europe, la découverte des camps de concentration, le scandale d'un communisme forgeant la grandeur russe sur le renoncement de millions d'hommes aux libertés élémentaires paraissaient avoir ébranlé l'optimisme traditionnel de la gauche politique.

Or, voici que l'image resurgit et colore à nouveau notre vocabulaire puisque les Français ont été récemment appelés à choisir entre la France d'hier et la France de demain, les partis de jadis et le parti de l'avenir.

Cette résurgence montre que l'image du progrès a la vie dure. Comme le mythe elle survole les péripéties de l'histoire, échappe à ses contradictions, bref, apparaît comme un fixe de l'imagination politique. Singulier paradoxe que celui-là : l'idée de progrès ne progresse pas. Elle fait beaucoup mieux, elle dure.

Comme tout mythe encore, l'idée d'une ascension des peuples ou de l'humanité vers un terme sublime parle au cœur plus qu'à la raison. Elle inspire, exalte, guide ; elle éclaire peu. Car enfin, l'histoire est pleine de chutes, de décadences, d'empires coulés à pic avec tous leurs engins, comme disait Valéry le classique. Il n'importe. Cette face nocturne du destin politique il semble que, comme la mort, le citoyen d'aujourd'hui répugne à la regarder fixement. Et pourtant comment échapper à cette autre logique qui jumelle le mal au bien, l'ombre à la lumière, la chute à la montée, la roche Tarpéienne au Capitole ?

EN fait au mythe de l'ascension a toujours répondu l'image non moins fascinante de la régression. L'évolution politique de la France contemporaine pourrait facilement lui servir d'illustration. La personnalisation du pouvoir, le règne de l'image imprimée ou télévisée, le recul de la lecture devant le spectacle ou le son, la substitution du référendum, c'est-à-dire du choix simpliste entre le oui et le non au vote expliqué, bref, l'appel au réflexe qui tue la réflexion, tout cela peut assez bien, dans une perspective cartésienne et classique, apparaître comme un signe de régression politique. Tout homme, appelé par Descartes et Rousseau à goûter la raison et ses lumières se défend mal d'un haut-le-corps devant ce retour au Moyen Age de la pensée.

Cette interprétation de notre destin politique ne manque pas de vraisemblance. Elle résiste même valablement à celle qui veut voir dans la démocratie directe un progrès par rapport à la démocratie censitaire ou parlementaire.

Faut-il dès lors renvoyer les deux images dos à dos et se résigner à constater l'ambiguïté fondamentale du phénomène qu'on appelle gaulliste mais à qui l'histoire a depuis longtemps donné son vrai nom : le césarisme ?

UNE distinction de principe permet cependant d'y voir plus clair. La notion de progrès n'a de sens qu'au niveau de la quantité. Elle postule la comparaison et la mesure : ainsi la population, la production d'acier, le revenu national français sont en progrès. Par extrapolation on croit donc pouvoir dire que plus il y a de citoyens qui votent, plus il y a de démocratie. A l'inverse l'univers de la qualité lui est rebelle : le peintre de Lascaux, l'auteur de l'Iliade, le sculpteur d'Autun ne sont en rien inférieurs au peintre, au poète d'aujourd'hui. Dans ces conditions, poser la question 20 millions d'électeurs votent-ils mieux que 100.000, c'est au moins s'obliger à réserver la réponse.

Par ailleurs, un fait politique emprunté cette fois à l'histoire semble de son côté conseiller la prudence. La Révolution française voulait faire de l'homme le maître de son destin. Elle opposait aux particularismes nationaux une vision universelle de l'humanité. Or par un étrange retournement elle a accouché d'un nationalisme aussi dynamique qu'étroit qui a dressé les peuples les uns contre les autres et failli tuer l'Europe. Constatation troublante : ce n'est pas la démocratie qui est démocratique, c'est la nation. De l'Angleterre puritaine à la Russie stalinienne, à la France gaulliste on constate donc que la lumière démocratique suppose, comme aimait encore à dire Valéry, de l'ombre une morne moitié, celle du nationalisme.

QU'EN concieure, sinon avec Pascal qu'à trop faire l'ange on fait la bête ou bien encore avec Alain qu'en l'homme il n'y a pas d'étapes il n'y a que des étages. De ces considérations, ressort une leçon pour le présent. Hier la démocratie française a succombé au mal de l'abstraction. Aujourd'hui la France tourne le dos à une République qui, comme son nom l'indique, ne serait qu'une « chose » et redécouvre la vivante fascination du héros. C'est qu'il faut, en politique comme ailleurs, parler non seulement à la raison mais au cœur, même si les raisons du cœur inquiètent la raison. En revanche, s'abandonner à l'effusion romantique qui voit dans la communion charnelle entre un guide et son peuple la perfection politique, c'est éteindre la lumière de la raison et choisir la nuit. Gardons en mémoire l'admirable hygiène grecque qui enfermait le héros dans la mythologie et l'expulsait de la politique.

S'il y a une montée et progrès de l'homme dans le monde ce n'est pas vers le bien, c'est vers la liberté. L'humanité se dégage à coup sûr par le progrès matériel — le seul qui échappe à la contestation — de la servitude ancestrale du travail. Mais que lui vaudra cette libération, sinon la capacité grandissante de se sauver ou de se perdre ? Le problème humain change de dimension, il ne change pas de nature. Sur le terrain politique, soyons assurés que la démocratie élargie rencontrera très vite amplifiés les problèmes de la démocratie restreinte. Qu'on nous pardonne d'opposer cette évidence austère à une vision trop optimiste de l'histoire de la France ou du monde. La liberté voit reculer à l'infini les frontières de son royaume. La terre ressemblera peut-être de plus en plus au paradis qu'on dit qu'elle a été. Mais prenons garde. L'arbre et le serpent, je veux dire la démesure et l'orgueil, seront toujours là.